

سكنا من الامل

de l'hebdomadaire « Stern »

DES INVESTISSEMENTS ALLEMANDS A L'ETRANGER

« mass media ». Cette lettre ouverte recueillit finalement la signature de plus de sept cents journalistes, écrivains, publicistes, scientifiques, etc. De son côté, le syndicat de l'imprimerie...

concerneraient les chiffres cités pour évaluer le montant des héritages, le volume des achats immobiliers, etc. Pour sa part, l'adjoint frappé de sanction adressa à ses confrères une lettre de dix-sept pages d'explications leur demandant de ne plus...

négoié pour son adjoint un nouveau contrat de deux ans. La majeure partie de la rédaction était d'accord avec le rédacteur en chef pour estimer que M. Bissinger était le plus qualifié pour succéder à M. Naumen lorsque celui-ci, âgé de soixante-cinq ans, déciderait de se retirer.

Depuis toujours, les investisseurs étrangers se sont particulièrement assurés en Suisse, où ils se sont appropriés au total 25 kilomètres de terrain côtiers. L'île de la Reine de Bavière, à moitié feu, avait voulu acheter, pour y bâtir un château, le Rigi, le plus important des lieux saints de la Confédération. A présent, les seigneurs de l'industrie allemande se sont fait construire en Suisse des châteaux modernes et des refuges féodaux — des personnages importants connus comme MM. Axel Springer, Günter Sachs et Helmut Horten, lequel a dépensé 13 millions de marks pour Villalta, sa résidence tessinoise de 120 000 mètres carrés.

d'étrangers, l'élite de l'argent trouve toujours un accès à la Suisse. La Suisse et son appendice, le Liechtenstein — où s'est établi l'ancien imprimeur Richard Gruner qui détient d'énormes quantités d'actions de compagnies aéronautiques américaines Pan-Am et Continental, — demeurent en Europe les plus importantes plaques tournantes pour les capitaux qui permettent d'économiser sur les impôts.

industrie allemande dans des succursales créées du temps de Franco afin de profiter des bas salaires. A cet égard, cent vingt chefs d'industrie donnent à présent la préférence à l'île de la Reine. Dans cette île, Hino de Noroham Ise et fils, Routhal culte ses talennes, Schlessler fabrique des sous-vêtements, Liebherr construit ses appareils de levage et les autres producteurs font de l'argent en fabriquant des articles aussi divers que des selles, des chapeaux, des casquettes, des perruques et des planches de bois. Les salaires sont de 40 % plus bas qu'en R.F.A., et l'on peut oublier le mot « impôt » : les biens des exploitateurs ne sont pas imposables.

tale et dans le Bas-Rhin et utilise maintenant aussi la main-d'œuvre brésilienne, qui est meilleur marché.

l'ens ». Une demi-douzaine de fabricants de pantalons et de chemises, comme par exemple R. et A. Becker, de Stuttgart, le suivirent en Tunisie.

D'autres se sont établis non moins festivement et à un prix non moins élevé : MM. Erich Graetz et Erwin Braun, les anciens industriels de l'électricité ; M. Fritz-Aurel Georgen, ancien gros actionnaire de Henschel ; M. Wolf Limpert (Süd), l'industriel qui a pris sa retraite fort prématurément, tout comme M. Günther Lehnig (balais mécaniques), M. Wolfgang Fuld (bulles), et M. Max Vorwerk (pneus Fulda).

Deux grandes entreprises allemandes, dont Grundig et Hoechst, se sont même installées dans la turbulente Irlande du Nord, où les bombes s'étaient mais où les ouvriers sont encore plus faciles à satisfaire qu'en République d'Irlande.

La plupart des petits épargnants recherchent de préférence la « terre promise » du profit en Asie ou en Afrique. Ainsi, quatre fabricants allemands de chaussures, dont le plus gros producteur allemand de chaussures pour enfants, Gustav Hoffman (la marque Elefantent-Sohle), fabriquent en Iran. Hoffmann a fermé deux fabriques en Frise orien-

Les Africaines courent aussi à bon marché pour l'Allemagne, par exemple en Zambie et au Malawi, des vestons et des pantalons dont les pièces sont fournies coupées d'avance. Pour résorber un déficit important, Belinda, le troisième producteur de bas allemand, fait fabriquer ses collants en Tunisie, où il avait été précédé par Alfons Müller-Weyerhuth (confection en gros) effarouché par les impôts. Rendu furieux par des litiges sur les salaires, ce dernier avait abandonné trois fabriques en Italie du Nord, disant : « Nous ne sommes pas les Pères Noël des Ita-

Mais leurs investissements ne sont que de tout petits ruisseaux par comparaison au puissant fleuve de capitaux qui s'est déversé sur l'Afrique du Sud, pays de l'apartheid. Ce joyau des pays riches en matières premières a attiré environ quatre cents des principales entreprises de la République fédérale, allant de Volkswagen en passant par B.M.W. et Daimler-Benz jusqu'à la gigantesque entreprise Salzgitter. De surcroît, il s'est créé trois fois autant de « séviers », c'est-à-dire d'entreprises aut-afriennes à discrète participation allemande. Les commanditaires allemands ont fait transférer les capitaux nécessaires par des sociétés luxembourgeoises, panaméennes ou du Liechtenstein pour camoufler leurs biens.

KURT BLAUHORN. (Copyright Stern, Hambourg.)

(2) Soit environ 450 P par mois.

Au Festival du film documentaire de Leipzig

IMAGES STRICTEMENT CONTROLÉES

PLACE sous la devise : « Films du monde pour la paix », le Festival international du film documentaire de Leipzig (R.D.A.) a célébré avec des fastes étonnants son vingtième anniversaire (1). Dans son discours inaugural, le ministre de la culture, M. Joachim Hoffmann, qualifia cette manifestation de « tribune universelle des peuples qui luttent pour la liberté », puis, rappelant que « les documentaristes les plus importants de tous les continents » étaient passés par Leipzig, il cita notamment Joris Ivens et Chris Marker, mais évita d'expliquer l'absence de ces deux grands cinéastes politiques. Il omt de reconnaître que, de 1958 à 1977, ces deux auteurs n'avaient pas été agrégés par le Festival, le premier en raison de ses sympathies prochinoises, le second parce qu'il était hors de question de projeter son dernier film, Le fond de l'air est rouge, à propos duquel la direction du Festival déclara qu'elle ne partageait pas le « point de vue de Ch. Marker sur les événements de 1968 » (ceux de Prague, bien entendu).

anglais Rui Duarte lors de la tentative de coup d'Etat, une enquête sur la construction d'un barrage en Kirghizie) que la direction du Festival, dans un souci d'allégeance, avait choisi de projeter en séance inaugurale. S'avisant que cette séance allait être trop longue (introduite par une série de discours canoniques, elle devait se poursuivre par une réception officielle), il fut décidé de raccourcir le film soviétique qui subit, séance tenante, vingt et une coupes et passa de cinquante-cinq à vingt-cinq minutes, le barrage kirghize s'empressant et se déséquilibrant sans qu'on y comprenne guère. Toutefois, pour récompenser le réalisateur soviétique dont l'accablement était plus que manifeste, le jury lui accorda la Colombe d'argent, discrètement par ce rachat maladroît l'ensemble du palmarès.

À ces incidents vinrent s'ajouter d'autres bêtises comme celle, notamment, d'attribuer, dans toute la documentation officielle, la nationalité israélienne à un film produit à Berlin-Ouest ; cela provoqua les protestations de toutes les délégations arabes qui menacèrent de retirer leurs films ; le comité du Festival dut s'excuser pieusement en ces termes : « La désignation erronée de Israël » est, à notre grand regret, le résultat d'une erreur de frappe dans les dossiers du Festival et sera corrigée dans le prochain rapport annuel ». La désignation erronée de Israël » est, à notre grand regret, le résultat d'une erreur de frappe dans les dossiers du Festival et sera corrigée dans le prochain rapport annuel.

On retrouvait un ton critique semblable dans deux reportages réalisés par deux jeunes étudiants de cinéma : Le Procès, de Jörg Foth, sur la vie absurde des ouvriers polonais immigrés en R.D.A. et Jours d'Angélique Andress, sur le désarroi des adolescentes. Un des meilleurs documentaristes allemands, Jürgen Böttcher, proposa, avec un talent poétique qui lui est propre, une méditation sur la création artistique, dans Im Lohmühlend, où l'on retrouvait sous une critique plus feutrée le même pessimisme.

une maîtrise remarquable les techniciens du film, une enquête sur le travail quotidien d'un agronome coté entre le laxisme irresponsable des bureaucrates et les révoltes verbales des travailleurs des champs.

Ces deux partis pris indiquent assez bien le genre d'obstacle que doit franchir un film pour être projeté à Leipzig ; il ne doit, par aucun détail, contredire les options politiques prioritaires de la R.D.A. Soigneusement filtrés, sélectionnés, classés, les films retenus (dont le point de vue politique global ne fait donc plus problème) sont encore rabotés, réalisés idéologiquement par des procédés assez spéciaux.

Si ces omissions peuvent paraître vénielles, les motivations politiques qu'en donne parfois la direction du Festival sont, au contraire, massives, accablantes ; ainsi pour expliquer le refus de projeter Femmes du Mali (1977, de Colette Djidjou), on l'on aperçoit, en fond de plan, des portraits de Mao Tse-toung, un responsable déclara que ce film était « en contradiction avec la devise du Festival car la Chine est un pays déshérité qui prépare, tout le monde le voit, la troisième confrontation mondiale ».

La vigilance politique du comité du Festival allait encore une fois être prise en défaut par la délégation algérienne qui s'étonna que l'on présente un film néerlandais, Les Temps algériens (1977), où la révolution agraire est abordée avec une certaine désinvolture. Par ailleurs, des tracts de la Fédération des cinéastes progressistes

furent distribués, qui s'en prenaient, sans que personne y fasse attention, au « social-impérialisme soviétique » ; prouvant ainsi qu'à vouloir trop surveiller le comité du Festival se trouvait sérieusement débordé.

Tous ces films prouvent qu'un cinéma documentaire vivant, critique, espérail, est envisageable en Europe de l'Est ; la fonction dynamique d'un Festival comme celui de Leipzig devrait conduire à renforcer ce courant plutôt qu'à accablér une fois de plus le cinéma officiel le plus consternant, le plus plat, le plus servile, le plus mort. Et le faire ne serait pas un scandale, ou une dissidence, puisque d'autres responsables est-européens déclarent déjà travailler dans ce sens, comme M. Laslo Bokor, directeur du studio des films documentaires de Budapest : « L'on peut et l'on doit parler de tout, dit-il, il y a encore des erreurs dans nos pays socialistes, ne pas en parler ne les fait pas disparaître, donc il vaut mieux en parler afin d'aider à les éliminer. Il ne doit pas y avoir de sujets tabous, ni même de sujets délicats. » Voilà un joli mot d'ordre pour le prochain Festival de Leipzig.

Advertisement for Peugeot automobiles, featuring a Peugeot 604 sedan. Text includes 'automobiles PEUGEOT', 'SODEXA', and contact information for the distributor.

Advertisement for Philips AAC 4000 double cassette recorder. Text includes 'Progrès décisif dans l'étude des langues', 'avec AAC 4000 PHILIPS le magnétophone à cassettes double piste', and a coupon for a free documentation booklet.

سكز من الالجل



(Photo Gamma)

... les manipulations électorales

Une triple carence

Pour avoir voulu concentrer les votes des Français résidant à l'étranger dans quelques circonscriptions où les positions de la majorité paraissent menacées, le gouvernement a opportunément attiré l'attention sur les manipulations du suffrage universel à des fins partisanes. Mais, si scandaleuse soit-elle, cette manœuvre n'est pas, tant s'en faut, la plus choquante. Par une longue accoutumance, la plupart des citoyens en sont

arrivés à considérer avec une cynique indulgence, ou avec une amère résignation, les pratiques antidémocratiques qui faussent plus ou moins gravement l'expression de la souveraineté populaire. A terme, cette attitude porte en elle le dépréssionnement des libertés que l'on prétend défendre.

La dénonciation de ces trucages et manipulations n'est pas exempte de risques. Elle contribue à nourrir une désaffection à l'égard des institutions démocratiques, elle aggrave le discrédit dont souffre la classe politique, elle encourage les tendances favorables à des formes autoritaires de gouvernement. Mais le silence présenterait de non moins graves inconvénients : il cautionnerait une grande diversité d'artifices dont aucun,

pris isolément, ne suffirait à anesthésier la démocratie, mais dont la somme est bel et bien en train de la vider de sens et, hélas, de la condamner dans l'esprit de larges couches de la population.

Plusieurs causes contribuent à ce profond malaise annonciateur d'une crise dont on paraît sous-estimer la gravité. Tout d'abord, de nombreuses techniques électorales contribuent à dénaturer et à caricaturer le suffrage universel. En second lieu, l'argent joue dans la compétition politique un rôle déterminant, absolument incompatible avec les principes mêmes de la démocratie. Sur ces deux plans, la France est en retard sur d'autres pays occidentaux qui, avec plus ou moins de bonheur, se sont efforcés d'atténuer les effets pervers de pratiques

fort anciennes et de phénomènes plus récents.

Les articles regroupés ci-dessous illustrent concrètement cette double falsification, à laquelle il convient d'ajouter une troisième dimension, bien souvent rappelée dans les pages de ce journal : le débat politique porte essentiellement sur des problèmes intérieurs, en feignant d'ignorer le contexte mondial qui pourtant détermine l'évolution de nos sociétés. Toute promesse électorale est mensongère, qui ne s'accompagne pas de propositions d'action à l'échelle internationale. Cela est particulièrement vrai alors que la crise économique frappe à travers les frontières. A cet égard, les programmes des partis sont tous tragiquement décevants.

Les moyens de détourner la souveraineté populaire

AUCUNE ambiguïté dans les professions de foi — Déclaration d'indépendance américaine, Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen — qui fondent le discours démocratique. Le pouvoir n'est légitime que s'il procède de la volonté du peuple représentée par la majorité des citoyens, exprimée par des élections au suffrage universel, libre, égal et secret. Tout pouvoir illégitime doit être aboli. Guidées par les États-Unis, puissances et élites du « monde libre », se sont donné pour mission de faire triompher ces grands principes.

deux siècles, l'Italie, l'Allemagne et le Japon, après des tentatives avortées, ne s'y sont ralliés que depuis quelques décennies. Les uns tirant profit de l'expérience des autres, chacun conservant sa propre identité, tous estimant l'avoir pratiquement mené à terme. C'est un fait communément admis que la démocratie politique y fonctionne normalement, en dépit d'imperfections bien connues. C'est à la défense de cette précieuse conquête, contre tous ceux, ennemis intérieurs et extérieurs, qui la menacent que le citoyen est aujourd'hui convié. « Nous sommes les sentinelles sur les remparts de la liberté du monde », proclamait le président J.-F. Kennedy. Tel est l'un des enjeux de la guerre idéologique où le sort de tous est engagé.

et les choses ne sont pas toujours ce que l'on dit qu'elles sont. La démocratie ne se décrète pas. Si l'intérêt demeure aussi vivante au cœur de l'homme, elle est trop souvent trahie par la caricature qui l'incarne. Les longues luttes politiques et sociales des masses, organisées pour arracher à l'oligarchie bourgeoise le droit de vote n'auront été qu'une étape. Garantit formellement, le suffrage universel, libre, égal et secret n'a conduit nulle part au véritable « gouvernement du peuple, par le peuple ». L'énorme pesanteur des facteurs économiques qui déterminent les rapports sociaux a permis à la classe dominante de continuer à utiliser l'idéal démocratique pour maintenir son pouvoir et le légitimer. Elle n'a jamais connu l'élection que comme le plus sûr moyen d'exercer paisiblement, au nom de tous mais à son seul

profit, les pouvoirs en blanc qu'elle s'attribue. Elle y parvient par deux types de moyens : — Les uns procèdent de la réglementation juridique des techniques électorales. Restrictions à l'exercice du droit de vote, scrutins majoritaires, élections à plusieurs degrés, découpage des circonscriptions, parrainage des candidatures, quotas et quotas ont pour effet de donner la majorité à une minorité de citoyens représentés par une élite ; — Les autres empruntent à la pratique capitaliste la logique de l'économie marchande. Profondément imprégné par l'idéologie dominante massivement diffusée par les mass media, l'électeur tend à être traité en consommateur d'un produit politique dont la promotion mobilise

techniques de vente et financement des puissances d'argent. Aucun de ces moyens n'est à lui seul déterminant et leur efficacité varie d'un pays à l'autre. C'est de leur cumul que s'appréhende la contradiction entre l'accroissement du pouvoir politique et l'affaiblissement de sa légitimité. Parce que les conquêtes populaires sont sans cesse remises en cause par l'oligarchie au pouvoir et l'évolution des sociétés libérales, les acquis du suffrage universel ne sauraient être considérés comme définitifs. Leur défense passe par l'analyse des déformations et des détournements de plus en plus systématiques qu'ils subissent. En Occident, comme ailleurs, la démocratie reste une idée neuve.

CH. DE B.

Quand les citoyens ne sont pas égaux devant les urnes

La représentation d'une minorité par une élite

Par CHRISTIAN DE BRIE *

« TRES rarement il y a eu en Europe des gouvernements légitimes, dans quelque pays que ce soit, depuis la première guerre mondiale », affirmait M. Henry Kissinger quelques mois avant la chute du président Richard Nixon. Parole d'évangéliste au paradis des bons apôtres. Mais, cette fois, c'est l'aveugle qui est le roi des borgnes. Car si le principe majoritaire veut dire quelque chose, la Maison Blanche n'a jamais été occupée que par une longue lignée d'usurpateurs. D'une élection présidentielle à l'autre, avec des variations en définitive bien faibles, il suffit en moyenne de recueillir les suffrages d'un Américain sur cinq, d'un électeur sur trois ou quatre, pour exercer « démocratiquement » un pouvoir presque sans partage. C'est au nom de la volonté exprimée tous les quatre ans par 32 à 45 millions de citoyens que le président conduit la mission historique et planétaire des États-Unis, imposant légitimement le droit du plus fort non seulement à un peuple de plus de 200 millions d'habitants, mais aussi aux deux tiers de l'humanité.

rare exceptions près, dans aucun pays, la « majorité » au pouvoir n'a jamais rassemblé beaucoup plus d'un tiers des citoyens électeurs. On croit rêver, sachant que tous pratiquent le suffrage universel depuis plusieurs décennies. Mais que, d'une élection à l'autre, 35 % des électeurs se prononcent pour un candidat, pour un parti, pour une coalition, et il ne sera question que de « raz de marée », de « victoire incontestable », de « vote massif », de « majorité confortable ». Avec 30 % des suffrages, on commentera le « succès difficile », voire la « demi-victoire » du vainqueur qui l'emporte « de justesse », « maintient ses positions » et n'obtient qu'une « victoire toute relative ». En affirmant par exemple qu'à la suite d'un « raz de marée » (le seul raz de marée en l'occurrence ayant été celui des abstentions, 62 %, record toutes catégories), les démocrates obtiennent la majorité des deux tiers à la Chambre

des représentants (élections américaines de novembre 1974) ou que « les Français ont voté massivement pour les candidats U.D.R. » (élections législatives de 1968), que veut-on dire alors que ni les uns ni les autres n'ont rassemblé plus d'un tiers du corps électoral ?

Certes, les voix, les sièges obtenus par l'homme, le parti, la coalition qui accède au pouvoir ou s'y maintient dépassent toujours les 50 %. Mais c'est à la suite d'un subtil déshabillage. En passant de la population globale aux citoyens, des citoyens aux électeurs potentiels, des électeurs potentiels aux inscrits, des inscrits aux votants, des votants aux suffrages exprimés — sauts pris en compte pour le partage des fonctions et le calcul des pourcentages — le suffrage perd en cours de route son caractère universel.

plus souvent qu'ils ne remplissent pas les conditions formelles plus ou moins strictes : enrégistrement, inscription, résidence. Dans tous les pays, quelques millions de personnes appartenant pour la plupart aux catégories sociales les plus démunies, les plus instables, les moins instruites, les moins aptes à comprendre et suivre les réglementations administratives, se trouvent éliminées du débat électoral. Enfin, tous ceux qui ont le droit de vote ne l'exercent pas. Une forte proportion d'électeurs s'abstient : 40 à 60 % aux États-Unis, 25 à 35 % au Japon, 20 à 30 % en Grande-Bretagne, 15 à 25 % en France, 15 à 20 % en Italie, 10 à 15 % en Allemagne. Quand il s'agit d'élections locales ou partielles, le taux de participation chute brutalement et les abstentions dépassent en général 50 %, atteignant fréquemment 60, voire 70 %. L'effeuillage du suffrage universel se termine avec la proportion non négligeable des votants qui ne s'appartiennent pas valablement — bien peu appartiennent aux catégories sociales privilégiées — et dont les votes, blancs ou nuls, ne sont pas pris en compte.

le sujet ne manquent pas, les explications ne plaident pas en faveur de la démocratie. Déficit d'information et de conscience politique : 65 % des Américains interrogés en 1972 ignorent que des élections législatives aillent avoir lieu. Sentiment qu'il n'y a pas d'alternative réelle, en particulier entre républicains et démocrates, conservateurs et travaillistes, mais aussi en France : Pompidou-Pohet, c'est « bonnet blanc et blanc bonnet » — 30 % d'abstentions à l'élection du 15 juin 1969, contre 12 % seulement le 19 mai 1974 dans l'affrontement entre MM. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand.

(Lire la suite page 8.)

Plusieurs catégories d'exclus

Quant au Congrès, le principe majoritaire y est encore plus mal respecté. Les démocrates, qui dominent largement la Chambre des représentants depuis vingt ans, ont conquis la majorité des deux tiers avec les voix de 15 Américains sur 100, moins d'un électeur sur quatre.

« CAR tous les membres d'une communauté nationale ne sont pas des citoyens à part entière. Il faut en retirer les étrangers, c'est-à-dire pour l'essentiel les millions de travailleurs immigrés, qui participent à la production économique mais non à la vie politique. Ensuite, tous les citoyens n'ont pas le droit de vote : certains condamnés, les aliénés, les interdits en sont exclus ; les femmes, jusqu'en 1920 aux États-Unis, 1928 en Grande-Bretagne, 1944 en France ; jusqu'aux années 70, les jeunes

de 18 à 21 ans, et pourquoi 18 et pas 19 ou 18 (1) ? En outre, tous ceux qui sont titulaires des droits de vote, électeurs potentiels, ne peuvent pas l'exercer. Soit qu'ils en soient pratiquement empêchés, soit la

* Maître assistant à l'U.E.R. de droit et de sciences économiques de l'université de Reims, auteur de *l'Inégalité par l'impôt* (Le Seuil, 1973) et de *Dossier F. Cossus* (Les Éditions de la Plume, 1975), en collaboration avec Pierre Charpentier.

Lire pages 8 à 11 : PAGES 8 et 9. — Suite de l'article de Ch. de Brie. — Contre la thèse de la manipulation du suffrage universel (M. Charlet). — En Italie, une institution démocratique et chrétienne : le clientélisme (P. Allou). — Les décalages dans la société britannique (B. Cassen). PAGES 10 et 11. — La parole d'or des puissances d'argent (Ch. de B.). — Suite de l'article de B. Cassen. — Le dressage à la consommation politique (P. Charpentier). Recherches universitaires : démocratie et représentation (Ch. Zarghabel).

les élections... a formalisé... maintenir... finement... 1977... Giscard d'Estaing... 1977... Giscard d'Estaing... 1977... Giscard d'Estaing...

elle nous... contre... succédant... plus on... se forme... une pays... Ignacio... NCAIS

UNIVERSITÉ... DAVILLON... ouvert...

سكز من الاصل

SALES

nt

France... Les... même de...

LES MANIPULATIONS ELECTORALES

Nourris des multiples informations... stockent et traitent logiquement...

Tous les spécialistes en conviennent... c'est une règle du genre : en matière de publicité...

viés submerge l'électeur comme le consommateur... Publication et diffusion industrielle de messages publicitaires...

lubrification des rapports sociaux... (12). Dans tous les cas, adhésion et conformité exigent que soient masqués les antagonismes...

novauté et de l'insertion dans le cadre d'un spectacle... dans le cadre d'un spectacle télévisé, jeux radiophoniques...

Le code de la persuasion

C'EST sur les désirs profonds et inconscients du citoyen, au-delà, voire en dépit de ses opinions, que la persuasion se propose d'agir...

communisme, c'est mieux = « Avec France-Inter, écoutez la différence... Les uns et les autres consacrent le recul général de la réflexion et de l'analyse propre au discours rationnel...

Généralisations abusives

Paris, mars 1977 : victoire de M. Jacques Chirac aux élections municipales... « Merci aux Français de m'avoir accordé leur confiance... Une large majorité de Français rejettent l'aventure collectiviste... »

tes du leader R.P.R. ont totalisé 213 000 voix au deuxième tour, 230 000 au premier, soit... des 629 000 suffrages exprimés, 17 % des 1 275 000 électeurs inscrits dans les vingt arrondissements de la capitale...

(10) Voir sur ces points : la Ferrassière, Jean-Jacques Chirac, Armand Colin, « Dossier 02 », Paris, 1970. (11) R.G. Schwartzberg, « Etat spectacle », Flammarion, Paris, 1977. (12) La Société de consommation, Jean Baudrillard, S.G.P.F., Paris, 1970. (13) La Consommation de masse, Olivier Burgelin, S.G.P.F., Paris, 1970.

Recherches universitaires

DÉMOCRATIE ET REPRÉSENTATION

N'EST-IL pas anachronique de consacrer aujourd'hui une thèse de plus de 700 pages au « gouvernement représentatif »... après les traités de John Locke, de Thomas Hobbes, d'Althusius...

« éprouva » est trop souvent émuosée aujourd'hui... Mais pourquoi n'avoir pas dit toutes les conséquences de ce choix...

CETTE étude sur la démocratie représentative comporte deux parties nettement différenciées. La première — la plus classique — est à un juriste de droit public de qualité ce que les figures imposées aux patineurs internationaux : elle lui permet de passer inlassablement au crible l'apport des anciens auteurs et de faire ainsi

Par CHARLES ZORGBIBE

la preuve de son agilité dialectique, de sa très vaste culture juridique... D'une part, le lien établi, au nom d'un commun rousseauisme, entre les régimes socialistes et celui de la V^e République gaullienne...

du Temps immobile, rapporte, sur ce point, de significatifs propos de Malraux... Et c'est l'originalité du principe de représentation en la personne du chef de l'Etat...

D'AUTRE part, les développements consacrés à l'interprétation socialiste de la démocratie nous semblent relever d'une conception trop formelle et datée, et marquer les limites de l'approche juridique traditionnelle... Est-il encore possible de saisir le principe et la réalité des régimes socialistes à travers les écrits de bonne compagnie des juristes universitaires des années 50 ?

leur interdit. Elles créent la demande qui doit correspondre à la production... Recherche approfondie de droit public, ou essai d'humour ? Le balancement des titres, fort brillants, des parties et chapitres...

ou regard même de ce qui le fonde. Et ce divorce entre la pratique concrète de la démocratie et le modèle de référence destiné à la légitimer finit par susciter le malaise intellectuel des avocats du libéralisme giscardien...

confrontation des idées et des intérêts, et que l'objet de sa légalité est principalement de codifier l'affrontement dans tous les domaines, y compris dans celui de la dévolution du pouvoir gouvernemental ?

Provoquer des réflexes

L'ACTUALITÉ électorale offre de remarquables exemples de convergences entre la syntaxe publicitaire et le langage politique qui permettent d'éclairer le processus de mobilisation des médias et de leur tir croisé...

Le « pluralisme organisé », le remplacement hâtif des étiquettes sigles sur des marchandises anciennes pour faire croire à leur nouveauté — double métamorphose des U.D.R., en R.P.R. et de R.I. en P.R. — le pseudo-événement de la querelle entre le président de la République et le maire de Paris...

C'est pourquoi, plus que jamais aujourd'hui, après cette défaite, le combat électoral des partis de gauche se conserve de signification véritable que s'il est organiquement lié à la poursuite de la lutte des classes et à la construction d'un rapport de forces suffisant pour imposer à l'intérieur du jeu institutionnel qui tend vers le plus haut degré possible de manipulation au seul d'honnêteté relative, et pour garantir en cas de succès le respect de la victoire populaire.

PIERRE CHARPENTIER.

Une société de conflit

L'AUT-IL rappeler que le bourgeois se nie à ce point que classe sociale et que son idéologie le conduit à s'en remettre officiellement au principe de la volonté générale, librement formée et exprimée en dépit de toutes les restrictions de droit ou de fait qu'elle présente souvent non comme le résultat d'un projet délibéré, ou le produit de fonctionnement de son système, mais comme l'effet passif, inévitabile et inacceptable, des imperfections de la nature et des œuvres humaines auxquelles l'humanité doit, hélas ! consentir ?

(1) Florilège de la presse écrite et audiovisuelle composée par le Canard enchaîné du 13 octobre 1976.

Pour une communauté mondiale sans frontières, basée sur la propriété commune et le contrôle démocratique, produisant pour la seule satisfaction des besoins humains et non pour le profit. SOCIALISME MONDIAL s'oppose à toutes les guerres, tous les racismes, tous les leaderships et tous les gouvernements. Pour un exemplaire gratuit, écrivez à : E.P. 1378, 1088 Bruxelles, Belgique.

de de... ESSAGE... MNATION... QUE... CHARPENTIER

سكننا في الاجل

La Belgique en mutation

BRUXELLES : des idées neuves pour la capitale du Vieux Continent

A tant décrire, commenter, analyser les difficultés entre Flamands et Wallons nées d'une coexistence qui ne fut pas toujours pacifique, on en serait presque venu ces dernières années à oublier que la capitale de la Belgique elle-même en a longtemps été à la fois le théâtre privilégié et l'un des enjeux majeurs. Non sans réalisme, la révision constitutionnelle de 1971 puis les modalités d'application furent élaborées sur le terrain en ont largement tenu compte, puisque voici la capitale belge et son agglomération promues régions à part entière, à l'instar de la Flandre et de la Wallonie. Il est vrai que des érotiques successives et parfois contradictoires, s'agissant en par-

ticulier de l'importance respective des deux principales communautés linguistiques, sont venues compliquer encore la tâche des législateurs, dont les réformes n'ont pas toujours été en vigueur.

Sans doute les difficultés intercommunautaires ne se sont-elles pas totalement effacées par la soudaine magie de ces mesures nouvelles, quelle qu'en soit l'ampleur. Nous publions en particulier le témoignage d'un néerlandophone et celui d'un francophone à ce sujet. De même, le développement urbain se trouve-t-il compliqué et entravé par les limites imposées par la loi à l'agglomération bruxelloise, tandis que, d'un autre côté, de nouvelles formules de concertation et d'action

tentent de se faire jour. Tels les innombrables comités d'habitants, formule qui ne peut laisser indifférents des citoyens français en quête de nouvelles formes de participation et de démocratie locale.

« Le Monde diplomatique » présente ainsi, avec ce supplément consacré à Bruxelles, le dernier volet de l'étude qu'il a entreprise sur « La Belgique en mutation ». Cette étude, commencée en novembre 1976 avec la Wallonie, avait été poursuivie en mars 1977 par un supplément sur la Flandre. Elle complétait celle que « le Monde » avait consacrée au même sujet avec trois suppléments successifs : « Wallonie, terre neuve » (4-5 octobre 1976), « Flandre, carrefour

d'influences » (20-21 février 1977) et « Bruxelles, capitale de l'Europe » (14 décembre 1977).

Le rôle joué par Bruxelles à l'égard de l'ensemble des pays de la C.E.E. de même que les conséquences pour la capitale belge du fait qu'elle soit aussi celle de l'Europe communautaire ne sont pas négligés dans ce supplément. D'autant moins que la vacance européenne de Bruxelles ne date pas d'aujourd'hui, ni même de la naissance des institutions dont elle est aujourd'hui le siège. Dans le domaine culturel en particulier, l'histoire et la géographie se sont conjuguées pour lui donner une stature et un rayonnement internationaux.

Enjeux pour une région

Par CATHERINE MICHEL et XAVIER MABILLE

COMME beaucoup de capitales occidentales — et plus encore sans doute que la plupart d'entre elles, — Bruxelles a été, pendant la majeure partie du dix-neuvième siècle et la première moitié du vingtième, le lieu d'une double centralisation, celle des institutions politiques et administratives de l'Etat, celle du siège des grandes entreprises. Double concentration donc : des centres de décision politique et économique, publics et privés ; des effectifs du secteur tertiaire. Centralisation et concentration qui rendent compte du ressentiment des autres régions à l'égard de Bruxelles.

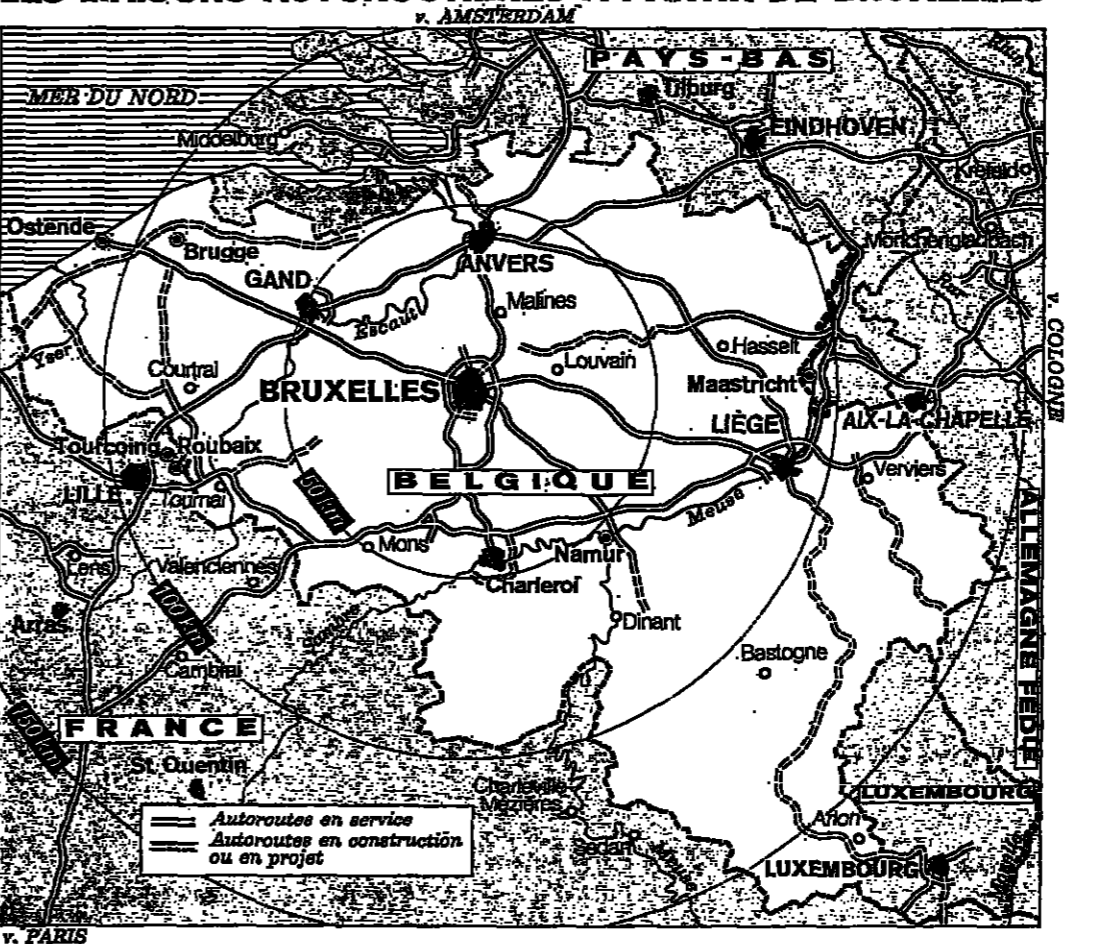
La population active occupée dans la région bruxelloise compte cinq cent quatre-vingt-huit mille personnes et représente 20 % des effectifs totaux pour la Belgique. Ils se répartissent en cent trente mille agents des services publics (24 % du total national),

trois cent dix-neuf mille employés des services privés (30 % du total national), et cent trente-neuf mille travailleurs de l'industrie (10 % du total national).

Sur cent travailleurs occupés dans la région bruxelloise (mais pouvant habiter dans d'autres régions du pays), cinquante-quatre sont dans les services privés, vingt-quatre dans l'industrie et vingt-deux dans les services publics. Cette structure de l'emploi conditionne bien des problèmes de la région.

Dans ses limites territoriales récemment fixées par un accord politique, Bruxelles est une région urbaine d'environ 7 kilomètres de rayon, peuplée d'un million d'habitants et donnant de l'emploi, on l'a vu, à presque six cent mille personnes. La région ainsi définie présente les mêmes caractéristiques et connaît les mêmes enjeux que les grandes métropoles occidentales.

LES LIAISONS AUTOROUTIÈRES À PARTIR DE BRUXELLES



Une forte minorité étrangère

LA population bruxelloise a augmenté jusqu'en 1967, date à laquelle elle atteignait un million soixante-dix-neuf mille habitants. Depuis 1967, des familles quittent chaque année l'agglomération urbaine sans être remplacées par de nouveaux habitants. Comme dans d'autres grandes villes européennes, les jeunes mariages à revenus moyens et supérieurs vont s'installer en banlieue, mais continuent à travailler en ville, contribuant ainsi à aggraver les problèmes de circulation et de nuisances qui les avaient fait fuir.

Pendant plusieurs années, cette importante émigration a été masquée par une immigration croissante d'étrangers : depuis quinze ans, cent trente-huit mille Belges ont quitté la ville,

qui compte aujourd'hui un million quarante-deux mille habitants, avec 21 % d'étrangers.

Ce double mouvement de sortie des Belges et d'entrée des étrangers a pour résultat la coexistence de plusieurs populations bruxelloises : d'une part, les Belges, qui sont en moyenne plus en plus pauvres et de plus en plus âgés (25 % de personnes de plus de soixante ans) et qui jouissent de la totalité des droits politiques ; d'autre part, la population étrangère particulièrement jeune (8 % seulement de personnes de plus de soixante ans), féconde (36 % de naissances) et sans droits politiques. La forte minorité étrangère est elle-même formée de deux catégories très différentes : 1) des diplomates ou fonctionnaires des organismes

internationaux qui siègent à Bruxelles, originaires des pays de la C.E.E. ou d'autres pays industrialisés, et qui représentent la fraction la plus aisée (35 à 45 %) de la population étrangère ; 2) des travailleurs pauvres (de 55 à 65 % des Bruxellois non belges), le plus souvent originaires du bassin méditerranéen, le plus souvent peu qualifiés et groupés dans de vieux quartiers se transformant peu à peu en véritables ghettos. En période de crise économique, les manifestations de xénophobie se multiplient à leur égard et leur reproche soit d'être chômeurs, soit de prendre le travail des nationaux.

La population active bruxelloise (résidant et travaillant à la fois dans la région) représente environ 22 % de la population active nationale, alors que la population totale de la région représente 10 % de la population du pays.

La main-d'œuvre féminine est plus importante dans la capitale, où l'on trouve plus aisément des services qui facilitent le travail familial et ménager et des emplois physiquement moins pénibles.

En général les Bruxellois sont soit beaucoup plus qualifiés (8 % d'universitaires à Bruxelles et 4 % dans le pays), soit beaucoup moins qualifiés (9 % de travailleurs sans qualification et 4 % dans le pays), que le reste de la main-d'œuvre belge, et cette dernière particularité n'est pas sans influence sur l'évolution du chômage. Car Bruxelles est fortement touchée par la crise : les chômeurs de la région, qui ne représentaient pas 7 % du chômage national en 1970, en représentent 11,5 % dès 1974.

Cela n'empêche pas d'affleurer

que Bruxelles reste un important centre d'emplois qui attire un grand nombre de travailleurs résidant dans d'autres régions. Ces « migrants », comme on dit, étaient 188 000 en 1961 et 245 000 en 1970 : augmentation spectaculaire due à la fois à la multiplication des emplois administratifs à Bruxelles et au fait que beaucoup de travailleurs bruxellois vont habiter en banlieue. L'ampleur de ce mouvement pendulaire, qui se fait souvent en automobile, et la forte concentration administrative privée et publique ont joué un rôle important dans les changements du paysage urbain.

La situation est ainsi devenue telle qu'il n'est plus possible de concevoir d'une seule et même politique d'aménagement (ici aussi, il y a les riches et les pauvres), bien qu'ils soient regroupés dans une agglomération qui tente d'unifier les objectifs.

Les plus optimistes attendent beaucoup de ces groupes de pression et estiment que les oppositions actuelles constituent une « crise de jeunesse ». On pourrait le croire, à constater que les groupements d'habitants voient actuellement d'un œil plus favorable qu'auparavant les entreprises bruxelloises qu'ils ont encore ou souhaitent exploiter.

Dans un espace aussi exigü, il est difficile de lutter contre la spéculation foncière, d'endiguer la fuite des habitants, mais aussi la fuite des entreprises, car Bruxelles est aussi une ville industrielle et veut le rester.

Depuis toujours, la ville est un centre administratif important dont la fonction s'est encore développée avec l'installation de la C.E.E. et de l'OTAN. Cependant, depuis toujours aussi, Bruxelles est un grand centre

Essor des groupements d'habitants

A l'occasion de l'exposition universelle de Bruxelles en 1958, les autorités ont entrepris d'adapter la région à l'automobile en faisant construire des tunnels, des autoroutes urbaines et autres voies rapides allant jusqu'au centre de la ville. Comme ailleurs, on a pu constater que ces travaux ne facilitaient que momentanément les choses et augmentaient l'attraction exercée par les quartiers ainsi desservis où les emplois se concentraient de plus en plus. Les constructions de tous ordres ont ainsi bien des perspectives urbaines. Enfin tombe la décision d'installer un réseau de métro.

industriel. Il y a quinze ans, l'emploi industriel y représentait 15 % du total national ; cette part est actuellement tombée à 10 %. Depuis environ dix ans, des entreprises industrielles, à l'étroit dans le milieu urbain, quittent la ville et vont s'implanter dans les parcs industriels aménagés dans les autres régions. En outre la crise touche particulièrement certains secteurs, et la ville a perdu de ce fait environ vingt-cinq mille emplois industriels de 1974 à 1976. La situation est d'autant plus préoccupante qu'on peut enregistrer ou prévoir un certain repli des quartiers nationaux de multinationales installés à Bruxelles, ainsi qu'un mouvement de décentralisation des entreprises privées et de certains services publics. La régionalisation en cours doit normalement entraîner une décroissance de l'appareil administratif centralisé jusqu'à présent dans la capitale.

(Lire la suite page 21.)

Dans ce supplément :

- Page 17 : « Les derniers des Belges ? » (Luc Aubry).
- Page 18 : La ville aux cent comités d'habitants (Maurice Colot).
- Page 19 : Les artistes « utiles » et les autres (Jean Francis).
- Page 20 : La capitale belge vue par un Flamand et un Wallon (Ant. Van Overschelde et Luc Maréchal).
- Page 21 : Suite de l'article de Catherine Michel et Xavier Mabille.

ÉCOLE R. STEINER
227, avenue Molière - Bruxelles, 1060

École privée, mixte, affiliée au mouvement mondial des Ecoles Steiner (Waldorf) - Plus de 120 écoles dans 17 pays

Un enseignement structuré par périodes :

- Répondant aux besoins vitaux de l'enfant dans les domaines physique, psychique, intellectuel et spirituel ;
- Basant les disciplines de base sur activités artistiques et manuelles, éléments éducatifs à part entière ;
- Permettant aux enfants et aux professeurs de nouer des rapports humains profonds et vrais.

L'école offre actuellement un jardin d'enfants (3-6 ans) et 4 classes primaires.

Renseignements et inscriptions : tél. 343-17-37, Bruxelles.

« Il ne s'agit pas de recevoir de l'école une formation achevée, mais de s'y préparer à la recevoir de la vie. » R. STEINER.

صكنا من الاجل

Supplément Bruxelles

« Les derniers des Belges ? »

Par LUC AUBRY

Baudelaire disait de Bruxelles qu'elle est une capitale de singes, qu'elle sent le savon noir, que la cuisine y est dégoûtante, élémentaire, et que les animaux y sont tristes car les chiens n'y sont pas plus caressés que les femmes. Du Bruxellois, le poète pensait qu'il est bête mais résistant comme les mollusques, qu'il ne rit jamais quand il faut et ne boit du vin que par vanité, préférant le fero, de la bière deux fois bus. Jugement par le moins excessif, un peu à la manière de la chanson de Brel sur les Flamands. Du moins l'auteur des Fleurs du mal avait-il raison quand il écrivait que le visage du Belge se confond avec celui du Bruxellois.

Sud. Il parle français chez lui et dans les affaires, comprend plus aisément le patois flamand de Bruxelles que le néerlandais correct, et veut faire de ses enfants des Belges bilingues.

Ce patriotisme belge de la part des Bruxellois — même parmi ceux qui votent pour le Front démocratique francophone parce que c'est le premier parti de la capitale — est malaisé à définir. Ce n'est pas le culte de la « Belgique de papa » : cette Belgique-là, qu'on le veuille ou non, n'existe plus guère. La génération précédente a vécu une époque maritime et héroïque. Dans ses souvenirs se mélangent les Foch de l'Illustration et les Feydeau de la Petite Illustration. C'était la Dame de chez Maxime dans les taxis de la Marne.

Pour les Belges de cette époque-là, la patrie était une belle fille quelque peu dépitée, déployant son drapeau et chantant la Brabançonne en français. Pour les Bruxellois qui ont traversé sans frémir trente ans de querelles communautaires, la Belgique d'aujourd'hui est, plus simplement, un pays où il fait bon vivre, où l'on peut se sentir chez soi à Bruxelles, à Anvers ou à Liège, à condition de se donner la peine de parler un peu la langue de l'endroit. Etre Belge, c'est maintenant des raisons de vivre ensemble sans chercher à réhabiliter Déroulède, c'est parler sa langue — sans honte — et celle des autres — sans complexes. C'est pouvoir être wallon sans céder au folklore, c'est retrouver des amis de Courtrai au bord de la Semois et un fumet plus belge que Liégeois dans les romans de Siméon. C'est aussi se sentir flamand avec la mer du Nord pour dernier terrain vague, et chanter « le plat pays ».

Au moment où Wallons et Flamands se sentent la tripe régionale ou communautaire, le Bruxellois est même le dernier des Belges, le dernier des « patriotes ». Mais son patriotisme n'est ni cocardier ni claironnant. Telles sont bien sa force et sa faiblesse. Avant d'être le carrefour de l'Europe, Bruxelles est — faut-il le dire ? — le carrefour de la Belgique. Dans ces conditions, un « Bruxellois » est aussi difficile à définir qu'un « Américain » : il y a les Américains d'origine allemande, polonoise ou irlandaise, même s'il existe de « vrais Américains » — ceux dont les ascendants sont arrivés avec la Mayflower. Il y a aussi de « vrais Bruxellois », installés dans la capitale depuis plusieurs générations, mais la majorité des habitants de la capitale sont des Wallons émigrés, des Flamands francisés ou non. Comment les sociologues et les hommes politiques peuvent-ils trouver un commun dénomi-

nateur à cette population de plus d'un million d'habitants ? Diviser les Bruxellois selon la langue — selon leur communauté culturelle, comme on dit aujourd'hui — n'a pas toujours grand sens. Le recensement linguistique fut — surtout dans la capitale — un référendum, beaucoup optant pour le Français bien qu'il ne fût pas leur langue maternelle, mais parce que c'était la langue qu'ils voulaient parler. Dans de nombreuses familles, le bilinguisme, réel ou prétendu, est une manière typiquement bruxelloise de mélanger le mauvais néerlandais et le français incorrect, en ne parlant vraiment bien aucune des deux langues. Ces gens-là, qui sont belges assurément, auraient de la peine à se présenter comme francophones ou comme néerlandophones. Ils ne sont pas d'avantage wallons ou flamands, au sens ethnique du terme. Alors ? Il faut bien se faire une raison, en ne parlant vraiment bien aucune des deux langues. Ces gens-là, qui sont belges assurément, auraient de la peine à se présenter comme francophones ou comme néerlandophones. Ils ne sont pas d'avantage wallons ou flamands, au sens ethnique du terme. Alors ? Il faut bien se faire une raison, en ne parlant vraiment bien aucune des deux langues.

Patriotisme difficile à définir ?

C'EST très simplement, en effet, très naturellement, que le Bruxellois, surtout s'il habite la capitale depuis sa naissance, comme son père et son grand-père, est « le dernier des Belges ». Peut-être parce qu'il a des cousins en Wallonie et en Flandre, parce que l'un de ses arrière-grands-pères était Liégeois et qu'un autre était né à

Hasselt. Il se dit « bon Belge », et s'est assurément, dans la mesure où il ne sacrifie à aucun nationalisme du Nord ou du

Quand Brel aimait « Marieke »...

Car il faut bien en revenir à Brel. Celui d'il y a dix ans, qui n'était pas encore passé de l'amour à la haine à l'égard de ceux qui « aboient flamand ». Brel qui aimait tant « Marieke », il y a longtemps entre les tours de Bruges et Grand », mais aussi, Jef et Madeleine, les moules, les frites et le tram trente-trois. Brel, dont Pol Vandromme, dans un livre récent (paru aux éditions Labor à Bruxelles), disait très justement : « Brel est né à Bruxelles, à la veille des fêtes du centenaire. Ici, la Belgique d'avant le nationalisme linguistique, la Belgique-croquet d'avant les ethnies à faux pedigrees, vint à peu près à bout de son travail assimilateur. En quelques décennies, cette ville flamande, tout en gardant dans ses pierres comme dans ses réjouissances ce caractère spécifique, se fran-

cisa, mais sans jamais être vraiment une ville française. La Flandre est la Colonne inspirée de Brel. Un petit Bruxellois l'a gravie lors de ses premières vacances, et c'est son regard brabançon qu'il promène sur ce bout de sol à l'extrémité du monde, entre le sable et l'eau, avec pardessus le ciel même de Magritte et ses nuages en mouettes ou en colombes. A la Flandre flamande, Brel apporte son héritage brabançon de Bruxellois francophone. Brel est flamand un peu comme on pourrait dire que Stendhal est italien... » Jacques Brel éclaira ainsi ce que peut être un Bruxellois, ce que peut être un Belge, même s'il éclate parfois en sarcasmes à l'égard de son pays. Le plus cruel, c'est-à-dire le plus lucide, quand il parle de la Belgique, n'est certainement pas Coluche.

Enkele tentoonstellingen in Brusselse musea

een mededeling van het Ministerie van Nedelandse Cultuur van België

Mens en Landschap in de 17de eeuwse Hollandse Schilderkunst

een reeks schilderijen uit de Akademie der Bildenden Kunste te Wenen, tentoongesteld in het kader van het vijfentwintigjarig bestaan van het Belgisch-Oostenrijks cultureel akkoord.

Museum voor Oude Kunst Regenschapsstraat 3 tot 15 januari 1978 elke dag van 10 tot 12 en van 14 tot 17 uur behalve 's maandags.

Retrospectieve Lismonde

een volledig beeld van het oeuvre van de kunstenaar, geselecteerd uit officiële en privé-verzamelingen.

Museum voor Moderne Kunst Koningsplein 1 tot 12 februari 1978 elke dag van 10 tot 13 en van 14 tot 17 uur behalve 's maandags.

Retrospectieve Willem Paerels

tweehonderd werken van de uit Nederland generaliseerde Belg die deel uitmaakte van de Brabantse favorieten.

Museum voor Moderne Kunst Koningsplein 1 vanaf 3 maart tot 16 april 1978 elke dag van 10 tot 13 en van 14 tot 17 uur behalve 's maandags.

Bulgaarse Ikonen van de 9de tot de 19de eeuw

georganiseerd in het kader van het Belgisch-Bulgaars cultureel akkoord.

Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis Jubelpark 13 (P. Kennedy) elke dag van 9.30 tot 12.30 en van 13.30 tot 17 uur behalve 's maandags 's zaterdags en 's zondags doordopend van 9.30 tot 16 uur.



Si ces deux messieurs ignorent quelque chose de Bruxelles ou de notre hôtel... ce ne peut être qu'un détail.

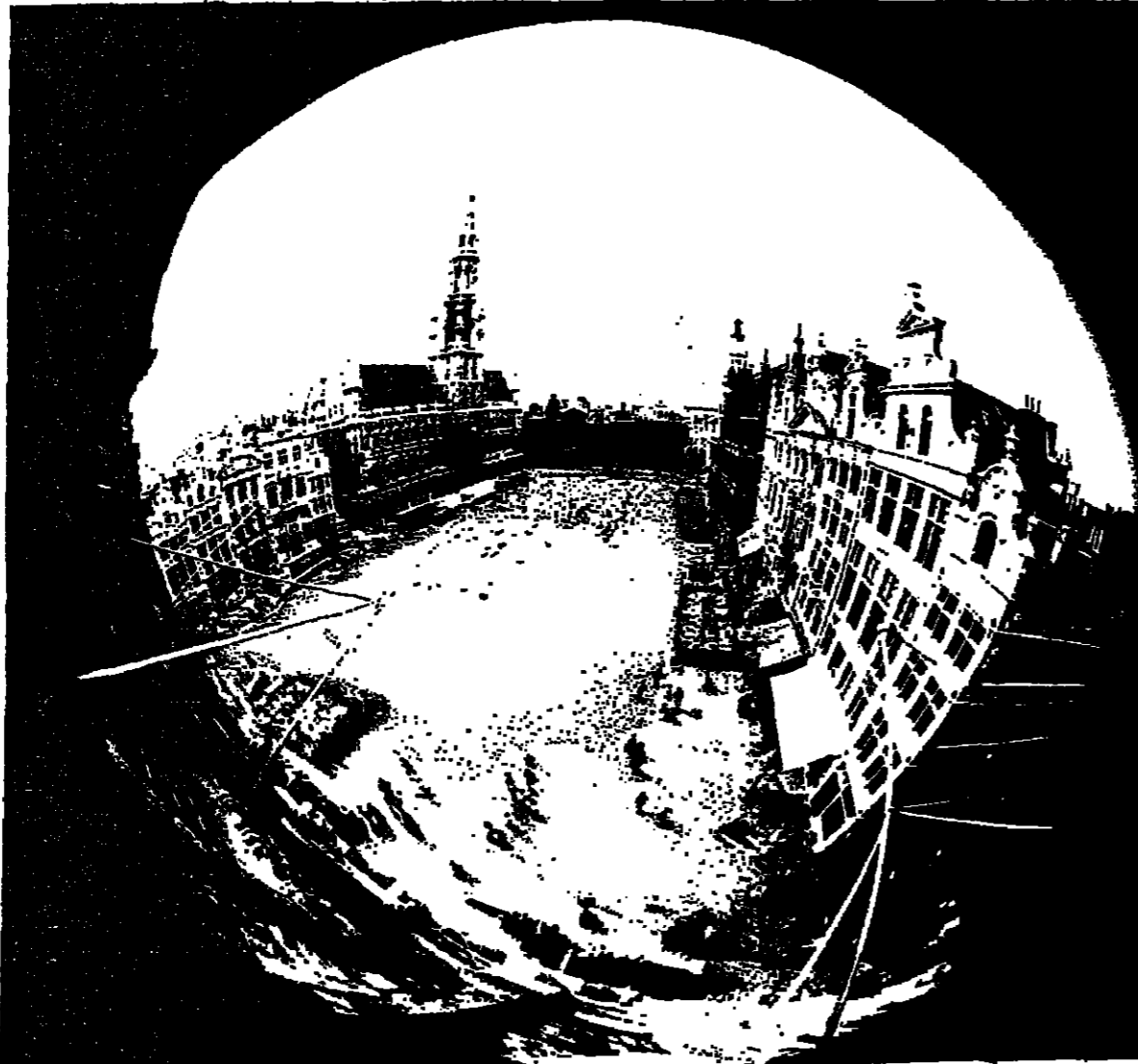
Certains pensent que Monsieur Jean et Monsieur Louis, nos deux concierges, sont les personnages les plus importants de l'hôtel, même avant le Directeur. Ce sont deux encyclopédies vivantes de la capitale belge, et nous ne nous risquerions pas à discuter les mérites de l'un ou de l'autre. Certains pensent que Monsieur Jean est un peu mieux au fait des problèmes commerciaux. D'autres affirment que Monsieur Louis est un tout petit peu plus familiarisé avec les spectacles.

Toujours est-il qu'à eux deux ils ont plus de 60 années de service hôtelier. Ils se sont occupés de centaines de conférences et de banquets dans les salons de l'hôtel. Ils sont passés maîtres dans l'art de résoudre les problèmes de dernière minute, même ceux qui se produisent lors des réunions les mieux préparées. Monsieur Jean et Monsieur Louis sont deux membres de notre équipe. Leur présence vous garantit un séjour agréable et réussi à Bruxelles.

Ce sont les hommes qui font les hôtels.

Brussels-Sheraton Hotel Place Rogier 3, 1000 Bruxelles, Tel: 219 34 00, Telex: 26 887

Pour tous renseignements concernant le « COURRIER DE BELGIQUE » Tarifs, Réservation d'espace, etc. S'adresser : Rozzel et Cie S.A. Département Espace-Pressé 112, rue Royale, 1000 BRUXELLES Tél. (02) 217-77-50 (ext. 363)



Nous en faisons une affaire d'honneur.

Rien ne nous tient plus à cœur que de défendre vos intérêts. C'est ce qui explique notre forte présence à Bruxelles, carrefour financier de l'Europe.

Nous y sommes représentés par des dizaines d'agences offrant une gamme complète de services bancaires modernes et efficaces.

Nos spécialistes se tiennent à votre disposition pour vous donner des conseils ou servir d'intermédiaire.

Bref, vos intérêts seront défendus au mieux. Pour nous, c'est une affaire d'honneur.

Siège central: Rue d'Arenberg 7, - B-1000 Bruxelles - Tél.: (02) 513 80 50 - Telex: 21909 kbissu b

KB KREDIETBANK Membre du Groupe de Banques Inter-Alpha

Supplément Bruxelles

A BRUXELLES, AU SERVICE DE LA COMMUNAUTE CULTURELLE FRANCAISE : LA MAISON DE LA FRANCITE

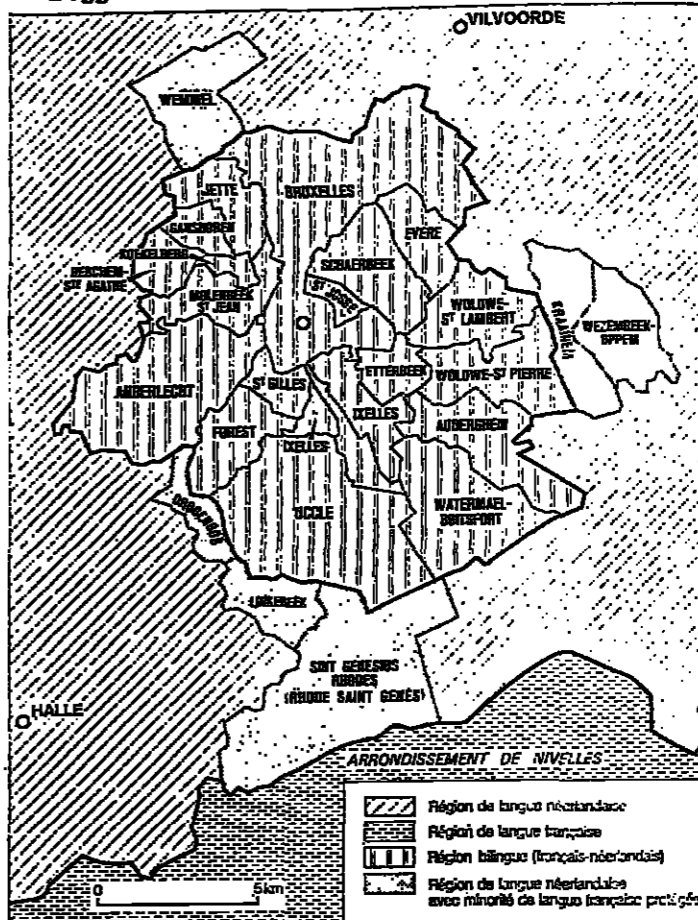
Bruxelles, capitale du Marché commun et de la Belgique, est aussi l'une des plus grandes métropoles francophones du monde... La COMMISSION FRANÇAISE DE LA CULTURE DE BRUXELLES... L'Alliance Française de Belgique... Le Centre International d'Etudes Pédagogiques de Sèvres...



Pour tous renseignements, contactez : COMMISSION FRANÇAISE DE LA CULTURE DE BRUXELLES, 12, rue de la Loi, 1049-Bruxelles.

La capitale belge vue par... UN FLAMAND

Le Flamand, à Bruxelles, c'est l'étranger dans son pays, le Palestinien à Jérusalem... C'est le lot quotidien. Quand il ouvre la bouche, les sourcils derrière le guichet se tordent...



L'agglomération bruxelloise : composition linguistique

UN WALLON

BRUXELLES, pour les Wallons, c'est d'abord le quartier Léopold, encore un peu provincial... Mais c'est surtout à l'évolution politique que Bruxelles doit ses nouvelles amitiés wallonnes... Enfin, la crise économique a terni bon nombre de clichés sur la capitale...

LE GROUPE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE a été fondée à Bruxelles, par le Roi Guillaume I des Pays-Bas, en 1822. Société à portefeuille, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE a pour objectif d'assurer et de stimuler, dans un esprit de progrès, le développement des entreprises qui font partie du groupe financier et industriel qu'elle anime.

- 1) BANQUES - SOCIÉTÉS DE CRÉDIT
2) ASSURANCES
3) SOCIÉTÉS ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS
4) AFFAIRES MARITIMES ET TRANSPORTS
5) ÉNERGIE
6) INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE
7) CONSTRUCTION MÉCANIQUE ET ÉLECTRIQUE
8) MÉTAUX NON FERREUX ET PRODUITS MINÉRAUX DIVERS
9) INDUSTRIES CHIMIQUES
10) INDUSTRIE DU VERRE
11) INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE
12) INDUSTRIES TEXTILES
13) PAPETERIES
14) DISTRIBUTION

Selon le critère de la valeur estimative, les dix principales participations détenues par la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE sont, par ordre alphabétique : ARBED (Sidérurgie) - CIMENTERIES C.B.R. (Construction) - COCKE-RILL (Sidérurgie) - FINOUTREMER (Société d'investissement) - MÉTALLURGIE HOBOKEN-OVERPELT (Non ferreux) - SIBEKA (Industrie du diamant) - SOFINA (Société d'investissement) - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE (Banque) - TRACTION & ÉLECTRICITÉ (Société d'investissement et d'ingénierie) - UNION MINIÈRE (Industrie minière et métallurgique des métaux non ferreux).

Si vous souhaitez recevoir le rapport annuel ainsi que le bulletin d'information trimestriel de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE et être tenu régulièrement au courant de ses réalisations et de celles de son groupe, de leurs progrès, de leur technologie et de leur développement à travers le monde, veuillez retourner le talon ci-dessous à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE
Service des Relations Extérieures
rue Brederode, 13
B 1000 - BRUXELLES.
NOM ...
PRÉNOM (S) ...
ORGANISME OU SOCIÉTÉ ...
FONCTIONS ...
ADRESSE ...
CODE POSTAL et LOCALITÉ ... PAYS ...
Je souhaite recevoir régulièrement votre [] rapport annuel [] bulletin d'information [] des indications concernant le (s) secteur (s) suivant (s) :



Renouveau maori et inquiétudes des Blancs

LA NOUVELLE-ZÉLANDE A LA RECHERCHE DE SON PASSÉ

Par JEAN CHESNEAUX *



TROIS millions d'habitants sur une terre presque entièrement blanche...

Les Maori, Polynésiens arrivés en pirogues par vagues successives depuis le onzième siècle...

Il y a donc rattrapé leur effet probable du dix-huitième siècle, après une longue période de déclin démographique...

Soixante-dix pour cent des Maori ont quitté leur habitat tribal traditionnel et habitent les villes...

Pour la bourgeoisie maori, installée dans les départements des universités, le bureau des affaires maori...

Parlement sont acquis aux travaillistes depuis le pacte signé en 1935...

Les mouvements maori de gauche, comme le Makaitia (les Voyants) ou le Tamatoa (les Jeunes Guerriers)...

Les Maori vivent les contradictions des Noirs américains, mais à travers les ancrages historiques des Indiens...

Le traité de Waitangi de 1840, signé par les chefs maori et le représentant...

de la reine Victoria, et qui remettait à celui-ci la souveraineté politique...

Pourtant, comme aux Etats-Unis à l'égard des Indiens, on sent que se développe un certain complexe de nationalité...

Lovecraft. Cette étonnante richesse, cette fascinante diversité font tout le charme...

La nature a été brutalement soumise par la colonisation, et la tradition pionnière reste très forte...

De cette tradition pionnière découle un rapport au passé qui est très tenu, très fragile...

Donc, le passé pèse peu et s'envoie vite. D'où la recherche presque pathétique d'ancrages un peu lointains...

Les musées de poche se multiplient sur les routes, autour d'une ferme ou d'une boutique...

Les motivations peuvent avoir les mêmes raisons, mais elles sont différentes...

nombreux visiteurs qui s'y présentent : nostalgie du passé, fierté des progrès...

30 000 kilomètres de distance, aux antipodes mêmes de la Grande-Bretagne...

Mais les liens idéologiques sont au moins aussi forts. La Grande-Bretagne...

Solidarité « atlantique »

La Grande-Bretagne, mais non la France, est née à la fois de l'émigration...

La Grande-Bretagne, mais aussi les Etats-Unis, dans le cadre de la solidarité « atlantique » scellée par Roosevelt et Churchill...

Vers une identité « kiwi »

Le kiwi, ce bizarre oiseau primitif, inconnu du reste du monde sauf des joueurs de scrabble...

La conscience « kiwi » s'est aussi renforcée avec l'émergence d'Etats-archipels dans l'océan Pacifique...

Parmi tous ces nouveaux Etats du Sud-Pacifique, la Nouvelle-Zélande joue pourtant un rôle ambigu...

En 1976, alors qu'était consommée la perte du marché « automatique » britannique pour les moutons de Nouvelle-Zélande...

C'est une référence d'identification : la reine, souveraine partout présente et qui fait de fréquentes visites effectives...

L'Angleterre, mais aussi l'Ecosse ! Notamment dans l'île du Sud, souvent si proche du climat, du relief, de la végétation écossaise...

l'époque de la guerre froide. La fidélité pro-britannique des Neo-Zélandais ne les a pas retenus...

L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun a pourtant pris les proportions d'un désastre national...

Les « kiwi » sont à la recherche de leur avenir, et donc de leur passé. La vieille allégeance coloniale britannique ne suffit plus...

En 1976, alors qu'était consommée la perte du marché « automatique » britannique pour les moutons de Nouvelle-Zélande...

En 1976, alors qu'était consommée la perte du marché « automatique » britannique pour les moutons de Nouvelle-Zélande...

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde », 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57439

Advertisement for the Côte d'Azur... Nice... la verdure... l'espace... le calme... la piscine... des prix fermes... featuring a house illustration and contact information.

مَكْزَا من الأَصْلِ

La CÔTE-D'IVOIRE sous le signe de l'expansion



Depuis son accession à la souveraineté en août 1960, la République de Côte-d'Ivoire n'a cessé de vivre dans l'expansion.

de café et de cacao, l'ancienne colonie française de l'Ouest africain ne dispose pratiquement d'aucune ressource minière importante.

la France. M. Escard d'Estaing, qui s'est rendu le mois dernier en visite officielle en Côte-d'Ivoire, y a été suivi, peu après, par MM. Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, et Bourges, ministre de la défense.

le partenaire privilégié de l'équipe gouvernementale aux destinées de laquelle — phénomène rare en Afrique au sud du Sahara — M. Félix Houphouët-Boigny préside sans interruption depuis la proclamation de l'indépendance.

Continuité politique et succès économique

Par YVES PERSON *

L'INDEPENDANCE politique, proclamée unilatéralement le 7 août 1960, n'a pas marqué un tournant dans l'histoire de la Côte-d'Ivoire.

quatorzième-quinzième siècle, relativement épargnée, à partir du seizième siècle, par la traite des Noirs en raison du caractère difficile de sa côte et de ses habitants.

coloniaux français et triompha aux élections de 1958, montrant qu'il avait conservé toute son audience populaire et que le virage de 1959 était accepté par les masses.

dans l'insistance sur les excentrifés territoriaux et non fédéraux. La Côte-d'Ivoire se plaignait depuis longtemps de financer la croissance de Dakar et son leader craignait d'être entraîné dans l'aventure si le pays se fondait dans un ensemble plus vaste dont il ne contrôlerait plus l'évolution politique.

Les objectifs du plan ont été dépassés

EN Côte-d'Ivoire, la croissance a toujours paru être le fruit d'une conjoncture économique exceptionnelle qui se modifie d'une année à l'autre, mais qui, depuis maintenant plus de dix-sept ans, continue à être « exceptionnelle ».

premières des années 1973-1974, qu'il s'agisse du pétrole, bien sûr, ou des autres produits de base, les produits agricoles notamment. On avait assisté à un décalage important entre la crise dans les pays industriels et ses répercussions dans les pays fournisseurs de produits primaires, qui supportaient apparemment mieux qu'on ne le craignait les conséquences du renchérissement du prix du pétrole et de la récession qu'il devait entraîner.

Naissance du nationalisme ivoirien

ON sait que l'association des planteurs africains, créée par un médecin issu de l'école William-Fonty de Dakar, Félix Houphouët-Boigny, héritier du chef coutumier des Akwa, en Pays Souli, est à l'origine du P.D.C.I. fondé en avril 1946.

que, si le P.C.F. marqua fortement son organisation comme on le voit jusqu'à présent, il n'eut presque aucune influence sur son idéologie, contrairement à ce que prétendaient ses adversaires.

Les déboires de la Communauté

DANS le cadre de la Communauté, la République de Côte-d'Ivoire, proclamée en décembre, établit sa Constitution, et M. Houphouët-Boigny quitte Paris où il estime qu'il n'est plus nécessaire. Il prend la direction du gouvernement et le titre de premier ministre le 26 mars 1960.

phouët-Boigny est élu président de la République, la fonction de premier ministre disparaissant, et l'Assemblée nationale demeure sous la présidence de Philippe Yacé.

Progression régulière du revenu des planteurs

L'AGRICULTURE est bien entendu à la base de toute l'organisation économique du pays. Les 800 000 planteurs de café, les 600 000 planteurs de cacao (qui sont assez souvent les mêmes), les 400 000 planteurs de coton du Nord, représentent bien la grande majorité de la population active et leur production est l'essentiel des richesses du pays (si l'on considère que le coton conditionne le fonctionnement présent et le développement futur de l'industrie textile ivoirienne qui est l'un des piliers de l'industrie naissante).

En 1977, les conditions climatiques n'ont pas été favorables et, si des progrès ont été réalisés dans certains secteurs et si les chutes de production ont été, somme toute, mineures, c'est en grande partie en raison des efforts permanents de développement, d'investissement, d'extension des cultures, qui ont évité de transformer cette stagnation en petite catastrophe.

LE MARCHÉ IVOIRIEN 30 Septembre 1977 Numéro spécial de l'hebdomadaire MARCHÉS TROPICAUX ET MEDITERRANEENS

pour un meilleur choix des supports... NOUVEAU MEDIA Agence Ivoirienne de Publicité, à service complet

Régisseur exclusif de: Fraternité-Matin - Fraternité-Hebdo - Radiodiffusion - Télévision - Affichage Bus - Panneaux routiers - Stades - Annuaire officiel des P et T - Cinéma - Ciné-villege - Editions officielles -



LETTRÉ D'ABIDJAN

Manhattan sous les tropiques

Par GEORGES LORY

La nuit tropicale tombe brusquement sur Abidjan...

Abidjan, bourgade paisible, n'a commencé à croître que dans les années 50...

appel à des néophytes pour les remplacer. La facture du progrès est élevée...

qu'un matin de brume une pinasse s'est mystérieusement renversée.

d'Afrique (notre) symbolise l'Abidjan moderne.

d'envoyer l'aînée de ses neuf enfants à l'université...

Prenez le « maquis »...

Sous toutes les latitudes, les Français se livrent à leur sport favori...

nattes en bambou. La gérance est confiée à la maîtresse de maison...

La « Buick Society »

UNE lectrice de Jeune Afrique se plaint qu'Abidjan soit une ville où sévissent l'apartheid.

(treize mille personnes pour la capitale) est assez disparate et se renouvelle tous les cinq ans environ.

Dans ces conditions, peu d'Ivoiriens pourraient survivre (le SMIG tourne autour de 400 FF par mois).

Les rumeurs n'ont pas le caractère jovial des Abidjanais, mais laisse intact leur scepticisme.

Advertisement for 'AU FEU DE BOIS' restaurant, located at the maternity of Thérese-Houphouët-Boigny.

SITRAM

La voie de notre libération économique passe par la mer. Dans cette perspective, le plan de développement de notre Société Nationale de Navigation, la SITRAM, en fera, aux horizons 80, une des toutes premières entreprises ivoiriennes...

Félix Houphouët-Boigny

La Côte d'Ivoire, pays libéral et largement ouvert sur l'extérieur, a su bâtir en quelques années d'indépendance, sous la direction sage et clairvoyante de son chef providentiel...

Parce que son commerce maritime occupe une place prééminente dans son économie (2/3 de la PIB), et connaît un essor constant,

Parce que sa politique industrielle tend à accélérer une industrialisation en profondeur du pays, fondée sur les ressources de la terre et résolument tournée vers la conquête des marchés extérieurs,

Parce que ses clients et fournisseurs sont géographiquement éloignés,

Parce que sa desserte maritime tient une place exorbitante dans ses échanges extérieurs (94%) et pénalise, dans ses structures actuelles les aspects majeurs de sa vie économique...

La Côte d'Ivoire, suivant en cela les précieuses orientations fixées par le Père de la Nation, a résolu de promouvoir l'outil vital de la maîtrise de ses échanges internationaux et de la consolidation de son indépendance économique...

SITRAM

FER DE LANCE DE CETTE POLITIQUE

La Société Ivoirienne de Transport Maritime ou SITRAM, qui a dix ans offre aux chargés, aux importateurs, et aux industriels ivoiriens, africains et européens...

SIVOM

LE GRAND SPECIALISTE DE LA MANUTENTION ET DES OPERATIONS PORTUAIRES RAPIDES ET SÛRES

La manutention et les opérations maritimes constituent domaine clé dans la chaîne du transport maritime.

C'est pourquoi la Côte d'Ivoire a tenu à avoir une présence et une action significatives dans ce secteur en intervenant pour 85% par le canal de la SITRAM et de la SOCIPEC (Société Ivoirienne de Participation Economique) et en association avec le Groupe SOCOPA/SCAC (85%) dans l'une des sociétés de manutention les plus dynamiques et les plus efficaces du pays: la SIVOM (Société Nationale Ivoirienne d'Opérations Maritimes).

SISA

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CONSIGNATION: MOTEUR DE LA RATIONALISATION DE LA DESSERTE MARITIME

La SISA (SITRAM INTERNATIONAL SHIPPING AGENCIES) est contrôlée à 75% par l'Etat Ivoirien, par le canal de la SITRAM: ouverte à la participation des Armements nationaux des pays frères de l'Afrique ATLANTIQUE et des états de l'Europe Occidentale, cette Agence Maritime Internationale, qui traite déjà plus de 50% des navires desservant la Côte d'Ivoire et doit dans un très proche avenir couvrir au moins 75% du trafic Ivoirien pour les marchandises générales, est appelée à devenir la plus grande agence maritime du continent africain.

SIETRANS

SPECIALISTE DU TRANSIT DES GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS ET MOTEUR DE LA POLITIQUE LOGISTIQUE AU SEIN DES ENTREPRISES IVOIRIENNES

Une flotte moderne, efficace et adaptée, s'appuyant sur des agences de consignation efficaces et de taille internationale, ne suffit pas à un pays comme la Côte d'Ivoire, qui importe des quantités considérables de biens d'équipement pour accélérer son industrialisation et qui ambitionne de placer ses produits agro-industriels et industriels à des prix compétitifs sur le marché international.

Il fallait une structure nouvelle, spécialisée, apte à traiter en étroite liaison avec la SITRAM, les problèmes d'acheminement à l'importation des grands ensembles industriels, depuis, « ex-usine » jusqu'à « rendu-site », en entravant les à-coups, en réduisant les coûts et garantissant les délais de livraison; cette structure devant en outre promouvoir au sein des entreprises ivoiriennes tournées vers l'exportation une véritable politique logistique du « porte-à-porte », de telle sorte que soit réalisée une plus grande maîtrise des coûts, des délais et des modalités du transport sur longue distance, facteur essentiel de compétitivité internationale.

Telle est la vocation de la SIETRANS (Société Ivoirienne d'Engineering en Transports Maritimes et en Logistique Internationale).



LE GROUPE AUX QUATRE EST en CÔTE D'IVOIRE BANQUE IN POUR LE CO DE LA COTE (BANQUE ASSOC CO.FIN COMPAGNI DE LA COTE BANQUE N

صحة في الوطن



20 juillet, qui réclame une moralisation de la gestion publique.

Les Abidjanais, confiants dans l'avenir, ont terminé l'année 1977 par une série de fêtes. L'annonce de la découverte de gisements de pétrole suffisants pour couvrir la consommation intérieure a été dignement célébrée, le chef de l'Etat s'accordant même une exceptionnelle coupe de champagne.

Noël. Entre ces fêtes religieuses s'intercale un jour de liesse : la fête de l'Indépendance. Prête à de grands aménagements urbains, la fête nationale revêt un caractère bon enfant. Les Ivoiriens, en effet, ne sont pas belliqueux et n'exhibent pas leurs armes avec ostentation.



(Photo ministère de l'Information de Côte d'Ivoire.)

Planteur et poète

ABIDJAN essaie malgré tout de se débarrasser de l'image d'une ville préoccupée essentiellement par l'argent. Avant d'atteindre un niveau de vie appréciable dans certains quartiers, la capitale peut désormais se doter d'une vie culturelle digne d'elle.

de librairie comme D'figbo, de Fatou Bouli, ou d'aller retour, de Gaston Ouassenan, ne sont pas encore convaincants.

Comme la plupart des nations d'Afrique, la Côte d'Ivoire est confrontée à des problèmes linguistiques ; si le français, langue officielle du pays, est l'objet d'un enseignement intensif, il est patent qu'il ne peut être adopté d'un coup par l'ensemble de la population.

Abidjan attire de plus en plus les artistes du monde entier. L'Hotel Ivore est en mesure d'accueillir les vedettes internationales. Manu Dibango se veut Abidjanais de cœur, et la renommée d'Ernest Djedje dépasse les frontières nationales, mais les artistes ivoiriens demeurent rares.

On attend toujours l'émergence de la génération qui a suivi celle de Bernard Dadie un écrivain qui soit le témoin d'une Côte d'Ivoire en mutation. Les succès

(1) E. Bernard Dadie, auteur de plusieurs romans et pièces de théâtre.

GEORGES LORY.

PREMIER CONTACT EN COTE D'IVOIRE. LE CICE. Organisme d'Etat chargé de la promotion des associations ivoiriennes, le CENTRE IVOIREN DU COMMERCE EXTERIEUR se tient à votre disposition pour vous fournir, où que vous soyez, tous renseignements ou assister à vos projets commerciaux avec la Côte d'Ivoire.

pour la commercialisation des fruits, légumes, viandes et poissons. A votre service. Agripac. SOCIETE POUR L'ORGANISATION DE LA DISTRIBUTION DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES. B.P. 4610 Tél: 32.24.18/32.21.76/32.59.19 Télex 364-743

BNP LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS AUX QUATRE COINS DU MONDE EST A VOTRE SERVICE en CÔTE D'IVOIRE. BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA CÔTE D'IVOIRE (BANQUE ASSOCIÉE). CO.FIN.CI COMPAGNIE FINANCIERE DE LA CÔTE D'IVOIRE. BANQUE NATIONALE DE PARIS

SYNDICAT DES EXPORTATEURS DE BOIS. Pour tous les renseignements que vous désiriez avoir sur le bois. A votre disposition. Le Syndicat des Exportateurs et négociants en bois 18, Avenue Barthe - B.P. 1.979 ABIDJAN - Tél. 32.12.39

SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE. Siège social: 34, bd de la République, Abidjan. Agences à Abidjan: Commerce, Treichville, Aérogare de Port-Bouët, Cocody, Marcory, Vridi, Chardy-Alpha 2000, Koumassi, SCIAM. 25 AGENCES EN CÔTE D'IVOIRE. NOTAMMENT A L'INTERIEUR: ABENGOUROU B.P. 213 Tél. 51.30.82, BOUAFLE B.P. 640 Tél. 50, BOUAKE B.P. 771 Tél. 63.37.35, BOUNDIALI Tél. 50, FERKESSEDOUGOU B.P. 151 Tél. 82, DIVO B.P. 29 Tél. 99.54 Tél. 87, KORHOGO B.P. 12 Tél. 66.02.22, MAN B.P. 410 Tél. 79.02.27, SAN-PEDRO B.P. 378 Tél. 34, SASSANDRA B.P. 100 Tél. 22, SINTRA B.P. Tél. 32, TIASSALE 116 Tél. 20, YAMOOUSSOUKRO B.P. 37 Tél. 64.01.16. Bureaux périodiques: Danané, Toumodi, Tingrela, Zaranon, Zuénoula.



LES RELATIONS AVEC LA C.E.E.

Une chance supplémentaire

La création de la Communauté économique européenne a eu des conséquences importantes pour la Côte-d'Ivoire. A la différence de plusieurs autres pays francophones, elle a en effet gagné sur deux tableaux. Au début des années 60, les principales exportations ivoiriennes ne bénéficiaient plus guère des préférences douanières sur le marché français. Les tarifs français favorisant les importations de fèves de cacao et de bois d'œuvre en provenance de la zone franc avaient été supprimés en 1957. Seul le café recevait une préférence tarifaire de 20 % en plus d'un régime effectif de soutien des prix. Cependant, la production ivoirienne de café — ainsi que celle de cacao et de bois — était déjà bien supérieure aux besoins du marché français. L'association à la C.E.E. qui ouvrait de nouveaux marchés, a véritablement constitué l'un des facteurs principaux de la rapide croissance des exportations. L'aide financière de la C.E.E. a aussi joué un rôle important dans la diversification économique.

A l'expiration de la convention de Yaoundé, la C.E.E. a négocié un nouvel accord avec quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.). La convention de Lomé signée en février 1975 modifie l'accord précédent sur un certain nombre de points et améliore encore les perspectives ivoiriennes : — Sur le plan des échanges : la garantie d'un libre accès au marché européen n'est plus assortie de la réciprocité des préférences tarifaires ; — Un système de stabilisation des recettes d'exportation a été mis en place : le STABEX ; — Des accords pour la coopération industrielle ont été préparés et permettront d'intensifier les transferts d'activités industrielles vers l'Afrique ; — L'aide financière de la C.E.E. à la Côte-d'Ivoire continuera d'être constante, mais, comme cette dernière représente un des pays les plus prospères de la région, les conditions d'octroi de cette aide auront tendance à être de plus en plus rigoureuses.

La France continue de satisfaire la totalité de la demande ivoirienne de blé et la moitié

LES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DES PAYS DE LA C.E.E.

Table with 4 columns: Origine, 1973, 1974, 1975, 1976. Rows include France, Italie, Rép. féd. d'Allemagne, Pays-Bas, U.R.S.S. belgo-luxembourgeoise, Grande-Bretagne, Danemark, Irlande, and Total. Includes a note: (en milliards de francs C.F.A.)

environ de celle de produits laitiers et de sucre. En ce qui concerne les produits intermédiaires et les biens d'équipement, le régime douanier privilégié dont bénéficient en Côte-d'Ivoire les marchandises importées de l'ancienne Europe des Six a pris fin le 1er juillet 1975, avec l'application par le gouvernement des nouvelles dispositions de la convention de Lomé qui autorisent les pays A.C.P. à ne plus devoir consentir d'avantages réciproques aux pays membres du Marché commun en échange du régime de douane accordé à l'entrée en Europe pour les produits en provenance de la C.E.E. La seule obligation qui a été soustraite par les pays A.C.P. a été de ne pas accorder à un pays tiers un régime douanier plus favorable que celui appliqué aux pays membres de la C.E.E. La Côte-d'Ivoire a décidé de rétablir les droits de douane sur les marchandises et produits importés d'Europe à compter du 1er juillet 1975.

des importations ivoiriennes d'appareillage électrique et mécanique. Cette aide mérite d'être soulignée dans la conjoncture actuelle, fortement influencée par les effets de la sécheresse qui avait réduit la production céréalière communautaire.

II. — Le STABEX

La convention de Lomé a consacré son titre II aux «recettes provenant de l'exportation des produits de base» et a mis en place un système de stabilisation de ces recettes (STABEX) pour prémunir les pays A.C.P. contre les risques de baisse de production ou de chute des cours, facteurs séparés ou conjugués de régression en valeur des exportations surtout agricoles. Le STABEX a reçu une dotation de 370 millions d'U.C. équivalant de 88 milliards de francs C.F.A.

Si le système adopté par la convention de Lomé ne constitue encore qu'une réponse imparfaite au problème de la

détérioration des termes de l'échange, il représente cependant une assurance pour les mauvaises années, puisqu'il apporte une garantie de transfert de ressources financières aux A.C.P. dont les recettes d'exportation sont peu diversifiées et sont donc strictement dépendantes d'un ou plusieurs produits. Sur les trois produits ivoiriens éligibles au STABEX (café vert, bois bruts, cacao en fèves) en fonction de la part qu'ils représentent par rapport à la valeur globale des exportations, seuls le bois bruts et le cacao accusent en 1975 un déficit en valeur vers la Communauté supérieure à 7,5 % au niveau de référence. Il en est résulté un

droit à transfert compensatoire de 15 millions d'U.C. qui a fait l'objet d'une convention signée le 5 juillet 1976 (équivalent à 4 080 millions de francs C.F.A.). L'analyse des causes de cette perte de recettes d'exportation confirme que la Côte-d'Ivoire n'avait pas appliqué une politique volontairement restrictive d'exportation de bois en grumes pour favoriser l'approvisionnement de l'industrie locale mais que la récession du marché européen avait contraint les importateurs à limiter leurs achats. La vigoureuse reprise des exportations de grumes en 1976 et 1977 (déjà sensible au cours du dernier trimestre 1975) a confirmé cette analyse.

III. — Aide technique et financière

A/ Au 31 décembre 1977, l'aide financière de la Communauté, cumulée depuis 1961, se décompose comme suit (en milliards de francs C.F.A.) : — Subventions du Fonds européen de développement (FED) (y compris bonifications d'intérêt des prêts B.E.I.) : 54,945 ; — Prêts du FED à conditions spéciales : 11,212 ; — Prêts de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) : 14,655 ; — STABEX : 4,490.

Pour ce qui concerne la B.E.I., la Côte-d'Ivoire reste l'Etat associé où la Banque compte le montant le plus élevé de prêts consentis de 1965 à 1974 (38 % de ses engagements dans les Etats associés). B/ Perspectives de la coopération financière et technique avec la C.E.E. dans le cadre de la convention de Lomé. La Côte-d'Ivoire, faisant partie du lot de ceux des Etats A.C.P. les moins défavorisés ou mieux assurés de leur développement, est moins généreusement traitée par le 1er FED que sous le régime des conventions de Yaoundé I et II. Le concours qu'elle peut espérer de la B.E.I. reste un atout important mais dépendra de la qualité et de la rentabilité des projets (industriels, touristiques et miniers) présentés par leurs promoteurs. La Côte-d'Ivoire ne négligera cependant pas les modalités et conditions attractives des prêts du FED à conditions spéciales ou des prêts de la B.E.I. bonifiés de trois points d'intérêt ni ne sous-estimera le rôle moteur qu'a joué dans le passé

le FED dans le plan palmier, la riziculture, la modernisation de la R.A.N., le développement de la culture cotonnière et d'autres projets importants et financés de la Communauté ont constitué le noyau le plus favorable des concours extérieurs obtenus.

Il est également probable que pour réussir, une véritable politique d'aide au développement régional doit s'appuyer sur les Etats A.C.P. les plus dynamiques et que la Côte-d'Ivoire a donc un rôle important à jouer dans sa zone géographique pour la conception et la mise en œuvre des projets régionaux dont dépend l'avenir de plusieurs de ses voisins et pour lesquels la convention de Lomé a prévu des dispositions particulières de financement.

Quant au STABEX, l'espoir de la Côte-d'Ivoire est évidemment de ne pas y avoir recours et de voir les cours de ses principaux produits d'exportation se maintenir à des niveaux élevés. Rappelons que, pour donner droit à un transfert compensatoire au titre du STABEX, il faut que pour chaque produit la valeur des recettes d'exportation pour l'année considérée présente une chute de valeur supérieure à 7,5 % par rapport au niveau de référence déterminé par la moyenne annuelle des quatre années précédentes. Cette stabilisation des recettes d'exportation ne concerne que les quantités de produits exportés vers la Communauté.

(1) Au taux de parité, 1 U.C.E. : 270 francs C.F.A.

I. — Les échanges

Les principaux marchés des exportations ivoiriennes se trouvent surtout en Europe. De plus, le pays dépend des pays industrialisés en ce qui concerne ses achats de biens d'équipement et de produits manufacturés. Le rôle de la France et de la C.E.E. en cette matière est particulièrement important. Au cours des quinze dernières années, le changement le plus notable a été la diminution des échanges avec la France au profit de ceux avec les autres pays de la C.E.E.

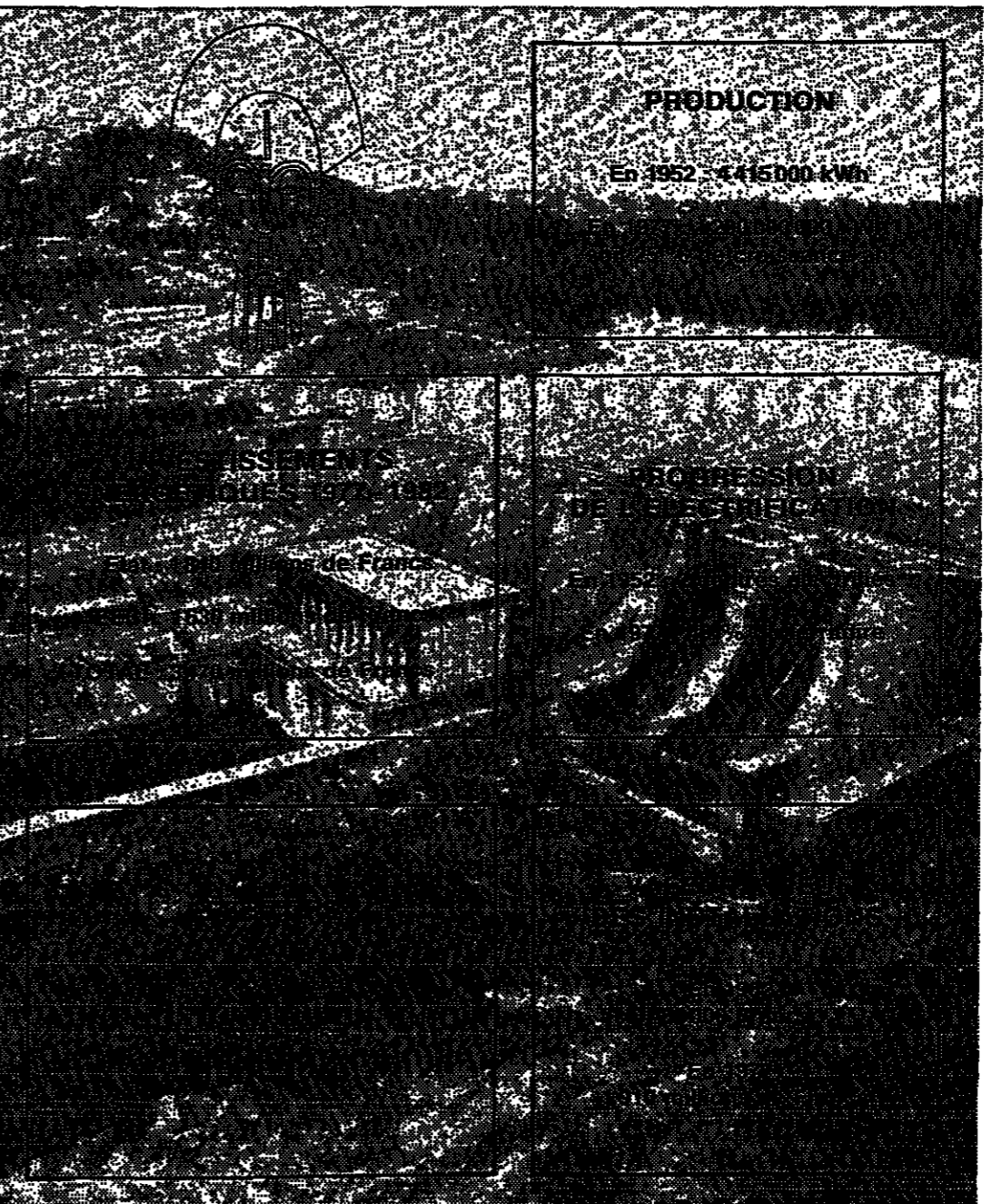
Entre 1960 et 1974, la proportion des exportations vers la France a été réduite de moitié, alors que celle avec les autres pays de la C.E.E. a plus que doublé. Il semble que cette tendance se maintienne. Les exportations vers les Etats-Unis ont relativement diminué dans les années 70, alors qu'elles augmentaient vers les autres pays développés. L'évolution récente des échanges commerciaux avec l'Europe des Neuf a confirmé l'importance des exportations ivoiriennes vers ces partenaires traditionnels. C'est en effet en Europe que se situent le premier acheteur de bois (l'Italie) et le meilleur client pour le cacao et l'huile de palme (les Pays-Bas). La France, quant à elle, a acheté en 1974 37,85 % du tonnage du café exporté, 83 % des bananes en valeur, 54,05 % des

LES EXPORTATIONS IVOIRIENNES A DESTINATION DE L'EUROPE DES NEUF

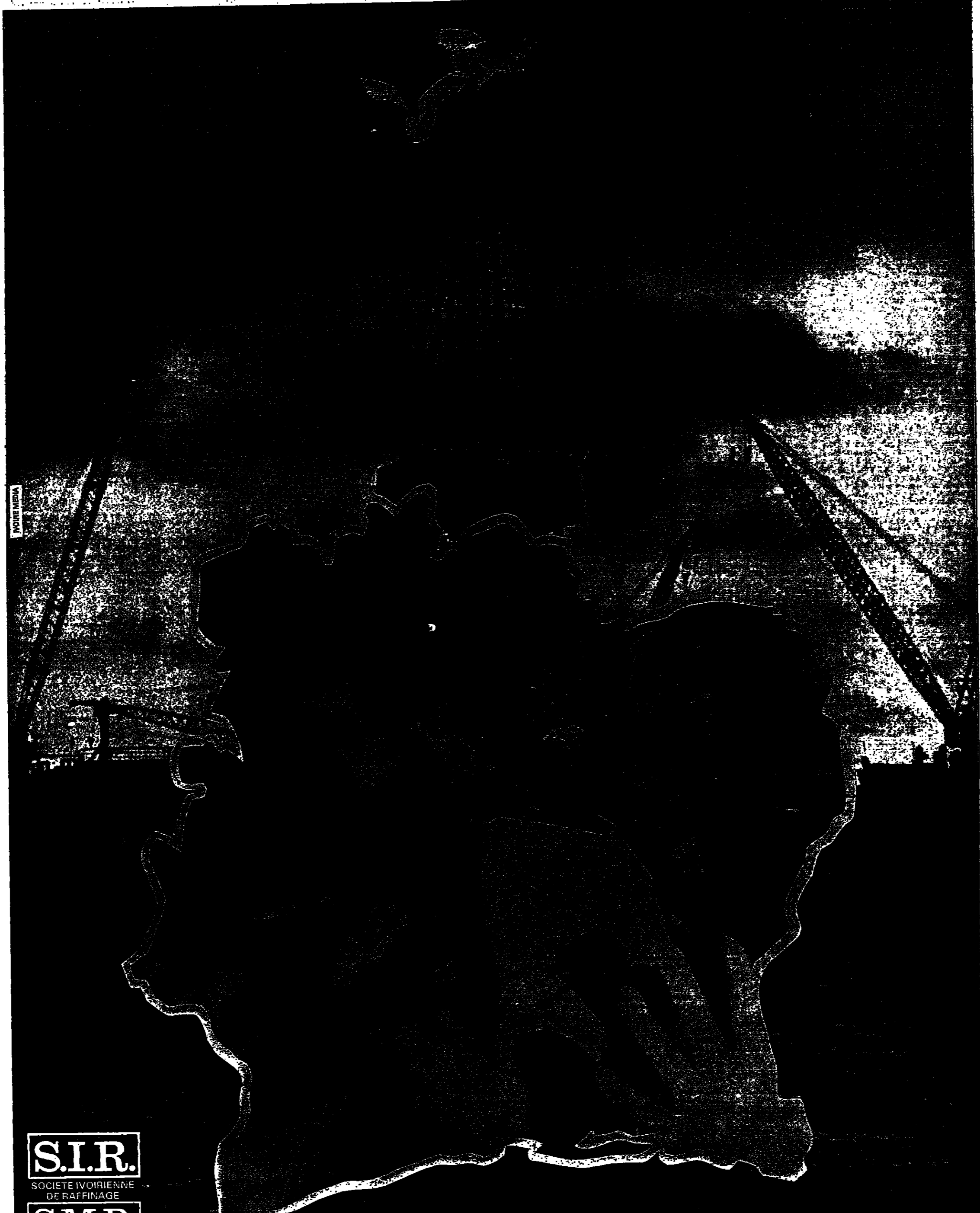
Table with 4 columns: Destinataires, 1973, 1974, 1975, 1976. Rows include France, Italie, Rép. féd. d'Allemagne, Pays-Bas, U.R.S.S. belgo-luxembourgeoise, Grande-Bretagne, Danemark, Irlande, and Total. Includes a note: (en milliards de francs C.F.A.)

Advertisement for 'L'OFFICE CENTRAL DE LA MECANOGRAPHIE' located in Abidjan. It offers services in computer science and mechanical engineering, with a staff of 12 engineers and 35 analysts. Contact information: Boulevard Angoulvant - ABIDJAN - Tél.: 32.23.19.

DEPUIS 25 ANS AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT IVOIRIEN ENERGIE ELECTRIQUE DE LA COTE D'IVOIRE



Bureaux à ABIDJAN : BP 1345, Tél. 32.02.33, Téléx : ENELCI 738. Bureaux à PARIS : 79, rue La Boétie 75008, Tél. 359.04.23 et 359.51.29, Téléx : ENELCI 640987.



S.I.R.

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE
DE RAFFINAGE

S.M.B.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
DE BITUME



PETROCI

SOCIÉTÉ NATIONALE
D'OPÉRATIONS
PETROLIÈRES DE LA
CÔTE D'IVOIRE

**"SI DIEU VEUILLE QUE NOUS AYONS DU PETROLE
EN QUANTITE SUFFISANTE POUR CONSTITUER
UNE REELLE RICHESSE POUR LE PAYS, JE VOUS
PROMETS SANS EQUIVOQUE QUE CELLE-CI SERA
UNIQUEMENT CONSACREE AUX ACTIONS DE
DEVELOPPEMENT DANS LA PAIX".**

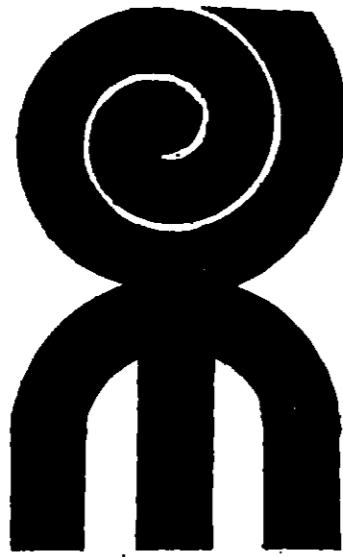
F. Houphouët-Boigny

فكرنا من الأصل

LES ...
CHAMBRE D'AGRI...
CHAMBRE D'IND...
CHAMBRE DE CO...



Avant de décider de partir
en vacances,
une seule adresse:



SOCIÉTÉ
IVOIRIENNE
D'EXPANSION
TOURISTIQUE
ET HOTELIÈRE

SIETHO

B.P 4375
Télex 580 PANHOTEL

Pour voyager sans soucis au cœur de l'Afrique
en Côte d'Ivoire ICTA-IVOIRE VOYAGES
(IVORY COAST TRAVEL AGENCY) agence de
voyages à services multiples vous offre son
assistance pour concevoir, agencer, exécuter
votre voyage comme vous le souhaitez.

ICTA/IVOIRE VOYAGES
BP 2636 ABIDJAN
Télex 760

SODEFEL

SOCIÉTÉ D'ÉTAT POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE LA PRODUCTION DE FRUITS ET LÉGUMES
EN CÔTE D'IVOIRE



vous propose
ses fruits et légumes
en Afrique et en Europe

AGRUMES A ESSENCE
ANACARDE
AVOCAT
ANANAS FRAIS

ANANAS DE CONSERVE
BANANE
CULTURES MARAÎCHÈRES
CULTURES FRUITIÈRES

Pénurie de cadres et développement industriel

La formation continue

Par JEAN-MARIE DUPONT

MAINTENANT une croissance économique forte, moderniser le secteur agro-alimentaire, orienter l'industrie vers l'exportation, tout cela en donnant aux Ivoiriens une plus grande maîtrise de leur développement : tels sont les objectifs prioritaires du plan de la Côte d'Ivoire pour les années 1976-1980. Pour les atteindre, ne faut-il pas résoudre la quadrature du cercle ? La production industrielle progresse déjà depuis quinze ans au rythme annuel de 15 %, il « ivoirianise » des cadres constitués depuis dix ans le leitmotiv des discours officiels, mais les Français sont encore plusieurs milliers à occuper des postes-clés dans l'administration et l'économie.

Dans ces conditions, comment aller plus vite et plus loin ? La réponse tient en une formule : organiser autrement la formation des hommes. Les Ivoiriens ont d'abord cherché à modifier leur système d'enseignement et à prendre leurs distances avec les modèles européens : mise en cause du mythe du diplôme, place faite aux données technologiques dans la formation générale, développement de la formation de base professionnelle et technique, simplification des filières secondaires et universitaires. Sans attendre que les résultats de ces réformes de la formation des adultes soient tout à fait convaincants, les Ivoiriens se sont efforcés, depuis 1973, de mettre progressivement en place un système cohérent de formation des adultes. Malgré les discours, l'objectif était moins de « faire de la promotion sociale »

que d'assurer, au nom de l'efficacité économique et d'un objectif politique — l'« ivoirianisation » des cadres, la formation d'ouvriers professionnels, de chefs d'atelier, de contremaîtres sur lesquels pourrait s'appuyer le développement industriel. « Il faut que l'entreprise ivoirienne cesse d'improviser et abandonne l'utilisation d'expédients pour survivre », déclarait récemment M. Philippe Yacé, président de l'Assemblée nationale et secrétaire général du parti unique. Et l'orateur ajoutait, s'adressant cette fois aux investisseurs étrangers qui contribuent plus de 60 % du capital des entreprises en Côte d'Ivoire : « L'« ivoirianisation » devrait constituer une de vos doléances et non apparaître comme une tracasserie. »

Pour répondre à ce double problème — éviter l'improvisation, développer l'« ivoirianisation » — la Côte d'Ivoire s'est dotée d'une législation originale destinée à assurer la formation continue de ses travailleurs. La loi du 17 novembre 1977 n'est pas sans rappeler à première vue le système mis en place par la France en 1970-1971. Ce n'est pas un hasard. Le projet élaboré par la Côte d'Ivoire, après des études du BIT (Bureau International du Travail) et une aide financière de la BIRD (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement), est pour partie l'œuvre de M. Raymond Vatiel, un des initiateurs de la formation continue dans l'industrie, fondateur du Centre d'études supérieures industrielles (CESI) et ancien directeur au ministère français de l'éducation nationale.

L'incitation plutôt que la réglementation

LE projet de formation ivoirienne repose, comme en France, sur l'obligation pour les entreprises industrielles, commerciales et agricoles de consacrer chaque année aux actions de formation professionnelle continue un budget au moins égal à 2 % de leur masse salariale. Pendant les deux premières années d'application de la loi, c'est-à-dire en 1978 et 1979, cette participation est réduite à 1,50 %. Mais la similitude entre les systèmes ivoiriens et français s'arrête là. En Côte d'Ivoire, il est prévu que les entreprises peuvent se libérer de la moitié de leur participation obligatoire (0,75 % dans l'immédiat, 1 % ensuite) en finançant directement des actions de formation pour leur personnel, l'autre moitié étant versée à un fonds national d'intervention pour la formation continue. Ce fonds, géré par l'Office national de la formation professionnelle, organisme créé dès 1969 et à direction tripartite (deux représentants des employeurs, deux des travailleurs et deux des administrations publiques), peut subventionner des centres de formation ou des entreprises qui accomplissent des actions de perfectionnement pour leurs salariés au-delà de 0,75 % ou de 1 % de la masse salariale.

Ce système s'inscrit parfaitement dans la doctrine économique libérale prônée par la Côte d'Ivoire : il est essentiellement incitatif. Comme l'indique l'exposé des motifs de la loi votée

le 17 novembre 1977, il s'agit « d'encourager les entreprises qui font déjà quelque chose à continuer leur effort, et même à l'accroître, et à inviter à agir ceux qui ne feraient encore rien ». Le mot d'ordre est « s'adapter à la réalité », « rester souple ». Aucun système de contrôle administratif et financier n'est prévu. Pas de réglementation non plus : ce sera au conseil général de l'intervention à la définir progressivement à la lumière des problèmes rencontrés.

Ce pari sur le pragmatisme, les Ivoiriens l'ont fait en espérant que la formation continue parviendrait, mieux que la réforme du système d'éducation première, à marier l'enseignement et les exigences industrielles. M. Barry-Ebédessi, ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, a lors d'un colloque sur « l'entreprise ivoirienne et la formation continue », qui s'est tenu début décembre à Abidjan, expliqué les raisons profondes de la démarche « en souplesse » adoptée en ce domaine par les autorités ivoiriennes : il s'agit de convaincre les chefs d'entreprise autochtones et étrangers que la poursuite du développement économique passe par la promotion des nationaux. Les cadres, techniciens professionnels étrangers coûtent cher, et il est de plus en plus difficile d'en recruter en nombre suffisant qui soient de qualité et ne viennent pas seulement en Afrique pour « faire

du C.F.A. ». Seconde raison invoquée par M. Barry-Ebédessi pour recourir à l'incitation plutôt qu'à la réglementation, celle-ci laisse directement la reprise des spécialistes de la pédagogie des adultes. « La formation octroyée même à l'échec, il ne saurait y avoir de formation professionnelle continue réussie sans participation au sens plein du terme, des formés. »

Une tradition d'innovation pédagogique

LE pari sera-t-il gagné ? Plusieurs éléments permettent de le penser. D'abord le fait que depuis plusieurs années déjà le gouvernement s'est efforcé d'organiser de façon cohérente la formation professionnelle et technique des jeunes. Même si les résultats ne sont pas à la mesure des ambitions affichées au début des années 1970, une infrastructure existe et près d'un millier de jeunes sortent actuellement d'une vingtaine d'établissements avec la qualification d'ouvriers professionnels stagiaires. Autre raison d'optimisme, la Côte d'Ivoire a déjà ce qu'on pourrait presque appeler une tradition d'innovation pédagogique : c'est un des premiers pays d'Afrique noire qui a eu recours à la télévision pour développer l'éducation rurale : c'est à Abidjan qu'en 1970 les chefs d'État de l'O.C.A.M. (Organisation commune africaine, malgache et mauricienne) ont décidé de créer un centre de perfectionnement des cadres destiné notamment à promouvoir la connaissance et l'utilisation des méthodes modernes de gestion.

Enfin, des opérations de promotion professionnelle ont été engagées avant même que les modalités d'application de la loi de novembre 1977 soient arrêtées dans le détail : ainsi 45 ouvriers qualifiés Ivoiriens sont déjà en cours de formation pour devenir les chefs de chantiers de travaux publics.

Les employeurs Ivoiriens et étrangers paraissent décidés à jouer le jeu de cette politique de formation continue. D'abord parce qu'ils ont été associés à sa définition et sont assurés de pouvoir en organiser eux-mêmes la mise en œuvre. Ensuite et surtout, parce qu'ils savent qu'ils seront les premiers bénéficiaires de ses retombées : on ne leur demande pas d'instruire les analphabètes, mais de se donner sur place les moyens d'un développement économique plus soutenu. La formation continue doit être une arme au service de la croissance. Elle ne sera un outil d'action sociale ou de promotion collective que par surcroît.

LES RAISONS POUR INVESTIR DANS LE SUD-OUEST ?

- SA FORET** Les industries du bois (60 % du potentiel national)
 - SON AGRICULTURE** 1.100.000 ha disponibles pour café - cacao - riz - légumes - hévéas - palmier - cocotier - l'encadrement d'un paysannat moderne
 - SES INFRASTRUCTURES** Un port bien équipé, des terrains industriels à prix modérés - une ville nouvelle en pleine expansion - un réseau routier adapté
 - SES SITES TOURISTIQUES** Les plages de sable fin - Le parc national du TAI
 - SON ELEVAGE, SA PECHE** Le centre d'élevage - 300 km de côtes poissonneuses
- L'ARSO** qui assure la conception, la coordination, le contrôle et l'exécution des programmes d'investissement pour l'ensemble de la région est à votre disposition pour vous donner toutes les informations concernant les investissements dans la région du Sud-Ouest.
- AUTORITE POUR L'AMENAGEMENT DE LA REGION DU SUD-OUEST**
ABIDJAN - BP 21.058 - TEL: 32.50.70 - TELEX: 783 ARSO

مكتبة من الأصل

سكنا من الاجل

A vingt ans d'intervalle, la stratégie française en Afrique occidentale

DE L'OPERATION « ECOUVILLON » A L'INTERVENTION EN MAURITANIE

Par ELSA ASSIDON et THOMAS JALLAUD

Le 10 février 1958, des troupes françaises pénétraient dans le Sahara espagnol pour y rétablir l'ordre en coordination avec l'armée franquiste...

taires appartenant à des unités dites d'intervention, notamment des officiers de carrière, assurèrent le commandement et la coordination des opérations sur le terrain...

héréditaire, mettait sur pied les forces armées royales, avec l'aide des soldats marocains ayant servi dans les troupes coloniales...

plupart, les espoirs d'écarter d'une véritable libération sociale. Les éléments conservateurs défendaient avec acharnement leurs privilèges...

nation impériale hors des frontières nationales. La récente réforme des régions militaires qui, de simples circonscriptions administratives, devinrent des commandements opérationnels...

Renforcement des courants nationalistes

Aujourd'hui, la menace vient de la lutte du peuple sahraoui, qui n'est plus, comme il y a vingt ans, colonisé entre le marteau et l'enclume...

La montée des luttes en Afrique, notamment au sud et à l'est, a considérablement modifié les rapports de forces régionaux...

Toutefois les formes doivent être créées. C'est sous le couvert d'un consensus africain que la domination française et occidentale sera défendue en Afrique...

Prétextes de l'intervention : les « rebelles » auraient menacé la sécurité de la Mauritanie, qui faisait alors partie de l'Afrique occidentale française (A.O.F.)...

En 1978, comme en 1958, le Sahara occidental reste une « zone des tempêtes », et c'est au nom de la défense de la Mauritanie que l'armée française intervient...

Cette solidarité régionale est la répétition de celle que la France a elle-même organisée au niveau militaire. Si des accords de défense ont été passés d'Etat à Etat...

Cet atlantisme actif du régime giscardien prend racine dans l'évolution politique interne de la France depuis 1958, qui a gommé les nuances de la politique extérieure gaulliste...

Il n'y a plus deux politiques africaines, celle qui rattachait l'Afrique du Nord au bassin méditerranéen gaulliste, d'une part, celle de la défense de la chasse gardée néo-coloniale de l'ouest africain...

Les troupes françaises parties de la Mauritanie (2) et de Tindouf convergèrent vers les unités espagnoles venues de la côte pour ratisser la Saguiet-el-Hamra et le Rio-de-Oro...

En 1978, comme en 1958, le Sahara occidental reste une « zone des tempêtes », et c'est au nom de la défense de la Mauritanie que l'armée française intervient...

Le Sahara ex-espagnol avec le royaume chérifien, par l'accord de Madrid de novembre 1975, la Mauritanie ne peut plus faire face aux conséquences de son propre expansionnisme...

Le prochain sommet extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine, qui doit se réunir en mars prochain pour examiner la question sahraouie...

Le Sahara occidental, à Sebhat-Tarun : cf. La Vie économique, 2 décembre 1977, p. 216. (11) Curieuse coïncidence : une mission de la BIRD, jusqu'alors ignorée, associe les représentants de la Banque européenne d'investissement et de la Charte centrale de coopération française...

La 25 février, tout était terminé. Des informations sur cette opération ne transpirèrent que plusieurs semaines après.

En 1978, comme en 1958, le Sahara occidental reste une « zone des tempêtes », et c'est au nom de la défense de la Mauritanie que l'armée française intervient...

L'histoire des interventions des forces françaises en Afrique noire, auxquelles le nom de M. Jacques Foccart est associé, montre que, peu à peu, le gouvernement français a appris à faire la différence entre les révolutions de palais et les luttes qui mettaient véritablement en cause la domination néo-coloniale...

Le Sahara occidental, à Sebhat-Tarun : cf. La Vie économique, 2 décembre 1977, p. 216. (11) Curieuse coïncidence : une mission de la BIRD, jusqu'alors ignorée, associe les représentants de la Banque européenne d'investissement et de la Charte centrale de coopération française...

Le Sahara occidental, à Sebhat-Tarun : cf. La Vie économique, 2 décembre 1977, p. 216. (11) Curieuse coïncidence : une mission de la BIRD, jusqu'alors ignorée, associe les représentants de la Banque européenne d'investissement et de la Charte centrale de coopération française...

Les enjeux économiques

En soutenant à bout de bras la Mauritanie, après l'avoir portée sur les fonts baptismaux, que défend la France dans ce désert ? A vingt ans d'intervalle, quels rapports existe-t-il entre les deux interventions militaires ?

Intensivement exploité qu'il ne resterait plus, au rythme d'extraction actuel, qu'une dizaine d'années de réserves (11).

En revanche, dans le Sahara ex-espagnol, d'énormes gisements de phosphates ont été mis en valeur à Bou-Cra, et les côtes très poissonneuses attirent les gros chalutiers français, espagnols, japonais, etc.

En soutenant à bout de bras la Mauritanie, après l'avoir portée sur les fonts baptismaux, que défend la France dans ce désert ? A vingt ans d'intervalle, quels rapports existe-t-il entre les deux interventions militaires ?

En soutenant à bout de bras la Mauritanie, après l'avoir portée sur les fonts baptismaux, que défend la France dans ce désert ? A vingt ans d'intervalle, quels rapports existe-t-il entre les deux interventions militaires ?

CARNET DES AMBASSADES

- Le lieutenant-colonel, attaché des forces armées près l'ambassade d'Irak, et Mme Fiaz Shabah ont donné une réception le 6 janvier à l'occasion du cinquantième anniversaire des forces armées irakiennes.
Sous l'égide de l'ambassade du Danemark, un cocktail a marqué l'inauguration de l'exposition « Maisons nouvelles, images nouvelles au Danemark dans les années 20 », à la Maison du Danemark, le 10 janvier.
A l'occasion du dix-neuvième anniversaire de la révolution cubaine, l'ambassadeur de Cuba et Mme Gregorio Ortega Suarez ont offert une réception le 12 janvier.
L'ambassadeur du Pakistan et la begum Qidbah ont donné une réception le 25 janvier.
MM. Raymond Legrand-Lana, directeur général de l'information et des relations publiques au Parlement européen, et Jean Feidt, chef du bureau d'information de Paris, ont offert un cocktail le 30 janvier.

La première dame de France. Objectif prioritaire pour Citroën : mettre à votre disposition, grâce à un Département spécialisé auprès des Ambassades, les voitures que vous souhaitez. La CX Pallas, au confort exceptionnel, la CX Prestige, une limousine de grande classe. Citroën vous propose un éventail de modèles adaptés à vos désirs comme à vos besoins. Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars vous fournira sur demande, tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir. CITROEN CHAMP DE MARS

Nécrologie
Nous apprenons le décès, survenu le 2 janvier à La Celle-Saint-Cloud, de M. Charles Colonna-Cassari, ancien ambassadeur de France au Honduras.
On annonce le décès de M. André François-Poncet, membre de l'Académie française, ambassadeur de France, survenu à Paris le 8 janvier.
M. Robert Murphy, ancien sous-secrétaire d'Etat, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Belgique et au Japon, est décédé dans la nuit du 9 au 10 janvier, à New-York.
Calendrier des fêtes nationales
18-28 FEVRIER:
18 GAMBIE Fête de l'indépendance
23 GUYANA Fête nationale
25 KOWEIT Fête nationale
27 REP. DOMINICAINE Fête de l'indépendance
1er-15 MARS
3 MAROC Fête nationale
6 GHANA Fête de l'indépendance

Ces projets ne se limitent pas à la bordure ouest. Le 10 janvier 1957 une loi a créé une « organisation commune des régions sahariennes (O.C.R.S.) dont l'objet est la mise en valeur, l'expansion économique et la promotion sociale des régions sahariennes de la République française ». L'article 22 de la loi précise : « La mise en valeur du Sahara ne peut s'effectuer qu'en symbiose avec les territoires périphériques. » L'ordre doit donc y régner et le Sahara être mis à l'abri de l'insurrection algérienne. Le contrôle militaire de la frontière algéro-marocaine est à la même époque renforcé.

Si l'Afrique est, depuis la dernière guerre, considérée comme un réservoir de matières premières, comme zone de repli en cas de défaite et comme base de reconquête, les conditions de la décolonisation ont différencié dans un premier temps l'ancien empire en deux zones : l'Afrique du Nord, où la lutte nationale a été plus âpre, et l'Afrique occidentale, où les indépendances ont été concédées moyennant le maintien d'une tutelle politique et économique étroite. Entre les deux zones, l'ensemble Mauritanie-Sahara occupe une place stratégique. En 1958, la menace venait du Maroc, indépendant depuis deux ans, où régnait une situation de double pouvoir. L'istihlal au gouvernement rassembleait à gauche et à droite du mouvement national et disposait d'une armée (13). Par ailleurs Hassan II, alors prince

Le minéral de fer mauritanien a été si

CITROEN-TOTAL CITROEN Modèles 76 garantie un an.

Le « déstape » de main-d'œuvre ne s'est pas nécessairement accompagné d'une baisse de la production, et c'est pourquoi — même si les comparaisons avec l'étranger sont défavorables — la productivité est malgré tout en progrès.

L'exemple le plus caractéristique est celui de l'automobile. Actuellement, les automobiles importées représentent la moitié du total des ventes.

Même au cours de l'année de récession que

En 1975, le coefficient de pénétration des importations de produits manufacturés a encore augmenté, suivant en cela une tendance qui avait commencé en 1969.

Certes le pétrole et le gaz de la mer du Nord peuvent aider à masquer les conséquences de ce phénomène en matière d'échanges extérieurs, mais ils ne le régèrent en rien.

Déjà certains hommes politiques ne voient de salut que dans une reconversion de la Grande-Bretagne, qui cesserait d'être un « atelier » pour

devenir le « centre de services » de la planète. Ainsi M. David Howell, député conservateur de Guildford, demande (8) la levée de tous les obstacles qui s'opposent au développement à l'étranger des services financiers de la City, du transport maritime, des assurances, des cabinets de consultants, de la construction, du tourisme, des télécommunications, de la publicité et des ventes de programmes de télévision qui assurent — avec les intérêts des capitaux investis à l'étranger — les secondes rentrées « invisibles » du monde après celles des Etats-Unis.

Le « créneau » à occuper dans le secteur des services à l'échelle mondiale est-il tel qu'il puisse légitimer l'abandon de l'industrialisation ? En matière de tourisme ou de transport maritime et aérien, la capacité d'exposition est réelle mais limitée. Grâce à ses activités bancaires extérieures, la City a certes multiplié par 7 en dix ans (1965-1975) sa contribution positive à la balance des paiements, mais, avec 700 millions de livres en 1975 (9), ces rentrées ne représentent que 10 % du total des exportations de services et moins de 5 % du total des exportations de produits manufacturés.

Le dénominateur commun de cette peur du futur est la nostalgie d'une liberté individuelle en voie de disparition sous les coups de boutoir des syndicats, de la bureaucratie ou de jeunes sans foi ni loi.

Curieusement, le pouvoir de l'argent, lui, sort totalement de la critique. A un niveau plus théorique, ces aspirations se retrouvent dans un retour aux sources du libéralisme économique du dix-neuvième siècle.

Les « nouveaux économistes »

CES « nouveaux économistes », pendants britanniques des « nouveaux philosophes » français, inspirent un certain nombre de cercles parfois situés en marge du parti conservateur mais dont l'influence s'étend bien au-delà.

M. Seldon se lance ensuite dans une critique de la politique des revenus, de la toute-puissance des syndicats, et dans un vif éloge de la liberté d'entreprise dont, selon lui, les conservateurs n'ont pas été de meilleurs défenseurs que les travaillistes.

Aims for Freedom and Enterprise (Objectifs pour la liberté de l'entreprise) est une organisation de relations publiques du patronat, indépendante de la C.B.I. mais financée par certains de ses membres.

Aims se manifeste par la publication d'énormes placards dans la presse, critiquant les nationalisations et vantant l'économie de marché : « On ne peut pas séparer la liberté d'entreprendre des autres libertés, aussi avons-nous élargi notre programme pour en faire une idéologie politique-cultivable ».

Économie de siège et virage à droite



Les gouvernements britanniques des années à venir vont se trouver devant une alternative dont les contours implacables se précisent déjà nettement : le premier terme est le maintien d'une économie ouverte à l'environnement capitaliste international et donc à une concurrence féroce, qui peut sans doute

donner de bons résultats dans le secteur financier, mais qui va encore aggraver le déséquilibre structurel du secteur industriel, bloquer la croissance et exaspérer le chômage.

Tout indique que, pour M. Callaghan et plus encore pour M. Healey, chancelier de l'Échiquier, ce second terme est totalement exclu. Leurs options d'appréciation en matière économique ne diffèrent guère de ceux du grand capital industriel et financier.

Le 31 octobre dernier, la Banque d'Angleterre a même cessé ses interventions visant à maintenir la valeur du sterling par rapport au dollar, la parité recherchée étant maintenant celle du panier « de devises de ses principaux partenaires commerciaux ».

Si c'est à l'heure de la satisfaction des besoins sociaux que l'on mesure le succès de sa politique, le gouvernement travailliste n'a cette fois guère lieu de poaviser : l'augmentation du P.N.B. pour 1977 n'atteindra pas 1 %, les revenus réels ont baissé de 2,5 % en un an et le nombre de demandeurs d'emploi dépasse le million et demi.

Malgré tout, une sourde inquiétude perce, en particulier à droite. L'économie de marché ne

voit-elle pas perdre de son attrait au profit d'une « économie de siège » que M. Anthony Benn et la gauche travailliste, attendant le moment propice, se préparent d'ores et déjà à instaurer ?

L'épouvantail anarchiste

AU centre de la démonologie à la mode : les syndicats et le parti travailliste, minés par la subversion marxiste, communiste ou trotskiste selon les auteurs. Il en résulte un vigoureux coup de barre à droite, particulièrement perceptible chez les élites autresfois sceptiques et tolérantes.



L'organisation qui a actuellement le vent en poupe est le National Association for Freedom (N.A.F.F.). Il ne se passe pas de jour que la presse ne fasse état de ses activités. Elle abandonne la rhétorique à l'instituteur de Economic Affairs, dont elle propage les thèses, et se consacre à l'action sur le terrain.

Ces derniers mois, la N.A.F.F. a trouvé son héros : un petit paron de combat, M. George Ward, sorte de Gérard Furon britannique, qui a résisté victorieusement à toutes les pressions du mouvement ouvrier — et elles furent nombreuses — visant à l'obliger à réintégrer la Grunwick. La droite, extasiée, découvre en George Ward un « bouffeur de syndicats » comme elle n'aurait jamais osé en imaginer.

parti devra être maintenu à l'écart du pouvoir jusqu'à ce qu'il ait été purgé de ses marxistes, trotskistes et communistes infiltrés ».

Lord Chalfont, ancien ministre travailliste, aujourd'hui chroniqueur au Times, concède que « nous ne saurions nous permettre le luxe de dire que la révolution ne peut pas arriver ».

Un nouvel épouvantail a surgi en 1977 : le phénomène « punk », symptôme parmi d'autres de l'absence d'espoir de toute une jeunesse promise au chômage, et qui symbolise pour beaucoup une régression vers une sorte de barbarie.

L'activisme en complet veston

réintégrer les employés licenciés constituerait ni plus ni moins qu'une réédition de... Munich. La direction du parti conservateur, et notamment le ministre « fantôme » de l'emploi, M. James Prior, soucieux de ne pas s'aliéner la Confédération des syndicats (le TUC), ont pris leurs distances à l'égard de Grunwick, tout en soulignant secrètement la victoire de M. Ward que, pour leur part, les députés de base appuient, eux, sans discrétion.

Cette contre-offensive se manifeste aussi dans les domaines éducatif et culturel. A un moment où les dogmes égalitaires ou modernistes de la gauche en matière d'éducation sont remis en cause par le scepticisme qu'engendrent les nouvelles méthodes d'enseignement, la multiplication des comprehensive schools (que l'on peut comparer à nos C.E.S.) et l'exposition universitaire, les doctrines élitistes et sélectio-nnistes regagnent du terrain.

Les « Black Paperites » exigent le retour à la notion de niveau et à la sélection dans l'enseignement et s'en prennent avec violence, ou ironie amicale, à leur plus connus d'entre eux, c'est le romancier Kingsley Amis, autrefois partisan des travaillistes mais qui a voté pour

la première fois conservateur en 1970. Les « Black Paperites » sont-ils donc des réactionnaires ? Mon ami le poète Robert Coates a formulé une loi que j'appelle la loi Coates : chacun est réactionnaire sur ce qu'il connaît.

(8) The Times, 13 septembre 1977. (9) Le chiffre pour 1976 est de presque 950 millions de livres, et le secteur des assurances, qui atterrit 1 545 millions de livres (contre 1 170 en 1975), soit une augmentation de 31 %. (10) Economic Policy Review, mars 1977, n° 3, p. 18. (11) What's Left of the Labour Party, Slagwick and Jackson, Londres, 1977. (12) Enemies of Society, Waldenfeld and Nicolson, Londres, 1977. (13) The Times, 22 août 1977. (14) New Society, 17 novembre 1977. (15) Britain's Economic Problem : Too Few Producers, Macmillan, Londres, 1976. (16) Port Grunwick, Temple Smith, Londres, 1977. (17) The Attack on Higher Education : Marxist and Radical Penetration, Institute for the Study of Conflict, Londres, 1977.

Dans les revues...

Sur la libération nationale

L'ANNUAIRE DU TIERS-MONDE 1976

AVEC son deuxième volume, de près de 800 pages, l'Annuaire du tiers-monde, préparé par l'Association française pour l'étude du tiers-monde, précède son intention : fournir un instrument de travail à un service du tiers-monde et de ceux qui croient en son destin...

LES ETUDES SOCIOLOGIQUES avaient été suspendues en juin 1976. Une publication anticipée est parue en octobre 1976 pour acquiescer à leurs auteurs... L'Annuaire du tiers-monde est publié en français, anglais et espagnol...

Annuaire du tiers-monde 1976, Berger-Levrault, Paris, 1977, 700 pages, 300 F.

La revue POUVOIRS se demande : Qui gouvernera la Chine ? La réponse est plus large que la question en ce qu'elle s'efforce de déterminer qui - quelle tendance - gouvernera demain...

ALPES, petite revue politico-culturelle éditée au Colorado, publie dans son numéro 23 un article très documenté sur une multinationale américaine de la religion et de l'écologie...

Le VENT D'EST s'emploie aussi à dégarer quelques lumières sur la Chine et sur les changements qui s'y manifestent. La revue reproduit, traduits en français, des articles parus dans la presse chinoise...

LES ETUDES MARXISTES, revue de sciences sociales liée au P.C. colombien, publie, sous la plume de Medardo Medina, une étude détaillée des « crises civiles » en Colombie de 1957 à 1977...

La Chine encore, dans ESPRIT. Chang Ting-hsiang et Claude Cadart se demandent encore une fois si le communisme est une utopie ou si, pour eux, il n'a été qu'une question : on le comprend moins de suite avec leur présentation sur les deux morts (politique puis physique)...

LES FEMMES, capitalisme, mouvement ouvrier. « CRITIQUE COMMUNISTE » consacre un numéro spécial, un bilan critique des recherches au sein du mouvement marxiste sur les rapports entre femmes et classes sociales...

Les Danes STRIPIQUES, E.-J. de Diabou évoque une question déjà soulevée : celle des relations de la Chine avec l'Afrique. (N° 12, trimestre 23 F., 68, rue de Valenciennes, Paris 11e.)

La revue belge CONTEMPORAINES pose la question de la formation des sociétés contemporaines : fonction à l'égard de la paysan (ce qui implique une définition nouvelle du paysan) et rôle vis-à-vis de l'Etat capitaliste...

Les problèmes politiques et sociaux CLAUX consacrent un cahier à la question nucléaire au Japon, présentée à l'aide de données principales dans la presse japonaise. Quatre chapitres : développement de l'énergie nucléaire ; la dépendance à l'égard de l'étranger ; la dépendance à l'égard des matières premières ; l'armement nucléaire...

LE TRIMEDIA est une nouvelle publication écrite par l'école supérieure de journalistes de Lille qui se veut outil de réflexion sur les médias dans les divers groupes de sociétés urbaines et rurales...

Dans le JOURNAL OF PALESTINE STUDIES, deux études s'efforcent de dégager des méthodes de travail pour rendre la vision de l'histoire et de la société palestiniennes : Ella Zureik propose de nouveaux principes d'études pour la sociologie des Palestiniens...

Une nouvelle revue, PROCES, se propose de faire la critique des institutions et disciplines sociales, aspects techniques et politiques des activités de recherche et d'enseignement...

La Le et le sujet du mois de la REVUE D'ETUDES POLITIQUES est la République d'Afrique du Sud. Troisième volet de cette enquête. Il porte sur l'idéologie et l'histoire et sur les étonnantes déviations en ce pays qui découvre tardivement le reste du continent...

Un périodique bilingue très spécialisé : CONNAISSANCE DE LA S.O.S. propose de l'association du même nom de numéro (qui comporte en outre une partie de littérature sur le roman et la critique) est consacré à l'urbanisme et au logement...

Le Le et le sujet du mois de la REVUE D'ETUDES POLITIQUES est la République d'Afrique du Sud. Troisième volet de cette enquête. Il porte sur l'idéologie et l'histoire et sur les étonnantes déviations en ce pays qui découvre tardivement le reste du continent...

HABITAT ET VIE SOCIALE interroge sur les moyens d'empêcher de « fuir » l'habitat dans son cadre de vie, ce double et tonnant de Danides. (N° 2, 4, square Albert-Cahot, Paris-12e.)

Edité par le groupe Jeunes Africains, MARCHE NOUVEAU présente chaque mois un pays et son marché à l'intention des hommes d'affaires en quête de débouchés et de bonnes occasions d'investissement. Le dernier cahier est consacré à la Tunisie : le froid langage des chiffres expose les faiblesses et dépendances de l'économie ; et ceux qui ne s'intéressent pas particulièrement aux affaires y trouveront des éléments d'explication de la crise politique actuelle...

LE PEUPLE FRANÇAIS, courageuse et revue d'histoire populaire avec une nouvelle série tout en demeurant fidèle à elle-même : inspiration généreuse, articles bien documentés, publiés aux archives sur des sujets souvent négligés ; l'écrit : iconographie largement empruntée à l'imagerie populaire et aux cartonnages ; sans négliger la photographie et les bandes dessinées. Dans ce numéro : les abandons d'enfants sous l'ancien régime ; la médecine et les médecins aux dix-septième et dix-huitième siècles ; la grève de Flans (1897) ; Eugène Forster, qu'on ne confond pas avec le célèbre auteur de l'Internationale et qui est illustré ici par la reproduction d'une gravure.

Dans la revue FOREIGN AFFAIRS, deux spécialistes de l'Afrique, Guy Ferguson et William E. Carter, contestent l'opinion qui a cours actuellement aux Etats-Unis selon laquelle les sociétés africaines de confiance sont des sociétés implantées en Afrique du Sud pour amener le régime de Pretoria à abandonner ses politiques d'apartheid. Pour préserver les intérêts économiques de l'Occident et son accès aux matières premières africaines ne constituerait-il pas mieux de se dissocier du régime actuel ? Une critique circonstanciée, parfois partagée par certains hauts responsables, et qui explicite les limites des initiatives actuelles de Washington en Afrique australe. (Vol. 56, n° 2, janvier 1978, trimestriel, 4,50 dollars, 58 East 68th Street, New-York, N.Y. 10022.)

ELECTIONS LEGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

AFRIQUE DU SUD (Elections législatives du 30 novembre 1977) 2 209 233 électeurs blancs inscrits ; nombre d'électeurs inscrits dans les circonscriptions électorales où les élections se sont déroulées (dans certaines circonscriptions, les candidats sont en majorité sans opposition) : 1 041 093 personnes possédant le droit de vote (total) ; 1 093 714 voix ont été émises, soit 64,70 %.

TURQUIE (25 décembre 1977) Premier ministre : M. Turgut Özal. Vice-premier ministre : M. Özalhan Eyüpoglu. Turhan Feyzoglu, Faruk Sükrü. Ministres d'Etat : M. Hikmet Çelebi, Evren Abova, Şükrü Dogan, Şahin Yıldız, Ali Rıza Seyfioğlu, Mustafa Etili, Ahmet Sezer, Ministère de la Justice : M. Bülent Çınk ; défense nationale : M. Hasan Karayalçın ; intérieur : M. İsmail Gökçealan ; affaires étrangères : M. Günhan Özal ; finances : M. Zühtü Müezzinoğlu ; éducation nationale : M. Necdet Uzun ; travaux publics : M. Şevket Rizo ; commerce : M. Tamer Çömbel ; santé et assistance sociale : M. Mustafa Çetin ; douanes et monopoles : M. Turhan Çökür ; alimentation, agriculture et élevage : M. Mehmet Yıldız ; communications : M. Çiğdem Özgüt ; travail : M. Ertuğrul Ersoy ; industrie et énergie : M. Orhan Alp ; énergie et ressources naturelles : M. Deniz Baykal ; tourisme et information : M. Ali Osman Karayalçın ; reconstruction et logement : M. Ahmet Karayalçın ; affaires rurales et coopératives : M. Hakkı Özal ; économie et sports : M. Yücel Çakmak ; sécurité sociale : M. Hakkı Özal ; culture : M. Mehmet Kızıllı ; entreprises d'Etat : M. Kenan Bulutoglu ; administrations locales : M. Mehmet Özdemir.

Quarante-deux candidats du parti nationaliste ont été désignés sans opposition, ainsi que deux candidats du Parti progressiste fédéral. D'autre part, un siège a pourvu à la suite du décès d'un candidat du parti nationaliste.

RECHERCHES. — Nous avons publié par erreur le mois dernier, sous le titre « Espagne, élections législatives du 15 juin 1977 », le résultat du scrutin dans la seule province de Madrid. Nous publions les résultats des élections pour l'ensemble du territoire espagnol dès que les statistiques officielles nous auront été communiquées.

La population totale de l'Afrique du Sud-Ouest africain (Namibie), Transkei et Bophuthatswana ex-voies - est de 23 millions, soit 6,3 millions de Blancs, 15 millions de Noirs, 2,5 millions de Métis et 700 000 Asiatiques. Seuls les Blancs sont appelés à être des députés au Parlement blanc.

Un Groupe de Fondateurs Saudiens et la Banque de l'Indochine et de Suez ont le plaisir d'annoncer l'ouverture de البنك و السعودى الفرنسي AL BANK AL SAUDI AL FRANSI (La Banque Seoudi Française) CAPITAL : SR 100 000 000 SIEGE SOCIAL : Charia King Abdul Aziz JEDDAH SUCCURSALES JEDDAH, ALKHOBAR, P.O. Box 1 Jeddah, Tel. 23344 - 23521, etc.

150

Dans sa déclaration faite le 18 janvier à Luxembourg devant le Parlement européen, le ministre danois des affaires étrangères, M. R.B. Andersen, s'est prononcé en faveur de mesures plus concertées et plus directes en vue de la réduction de ce chômage.

D'autres questions prioritaires ont été retenues par M. Andersen : la fixation de la date des élections directes du Parlement européen sera prise et au plus tard lors du conseil européen de Copenhague, en avril.

PAS D'ELECTION AVANT 1978. — Les élections directes en vue du Parlement européen, prévues en principe pour mai-juin 1978, ne pourront se tenir avant 1979.

CECA

Premiers succès du plan anti-crise de l'acier

LES Neuf ont enregistré en janvier les premiers succès du plan anti-crise de l'acier adopté par eux en décembre pour sauver les sidérurgies européennes de la faillite.

Deux phénomènes conjugués expliquent cette poussée d'une ampleur inattendue : la fixation de droits compensateurs (1) sur l'acier trop bon marché importé par la C.E.E. jusqu'à la fin de mars.

Et comme c'est souvent le cas sur les marchés spéculatifs, les acheteurs ont très vite dépassé le niveau des besoins du moment.

Elle redonne en tout cas espoir aux sidérurgistes de la Communauté qui espèrent voir le mouvement s'amplifier.

Dès la fin janvier, les contacts ont repris avec les représentants des Etats-Unis. Le prix de référence pour les importations, au-dessous duquel sera automatiquement déclenché une procédure anti-dumping.

Notons à ce propos que la Grande-Bretagne a décidé, sans attendre l'issue de ces négociations, d'interrompre les importations d'acier soviétique à partir de janvier.

(1) Ces droits sont automatiques sur tout acier importé à un prix inférieur au nouveau prix de référence adopté, qui est lui-même inférieur de 6,5 % au prix minimum européen.

annoncé à la presse. Du coup, les investissements de la société nationale, qui devaient être initialement fixés à 600 millions de livres en 1978, ne dépasseront pas 470 millions.

Un comité spécial de la Chambre des communes, réunissant des députés de tous les partis, a émis de vives critiques sur la gestion de la sidérurgie britannique : vieillissement, manque de l'appareil de production, F.T.B. mauvaise productivité, main-d'œuvre excédentaire, politique d'investissement peu réaliste.

PRETS DE RECONVERSION A LA FRANCE. — La Commission de Bruxelles vient d'octroyer trois prêts de reconversion à des firmes françaises. Le premier (de 30 millions de francs français) permettra à la Société d'Instituer deux lignes de coulée continue en bronze à l'aciérie de la société Rodococci-Isolation de arder 315 emplois en installant une usine de matériaux d'isolation en laine de roche dans la région de Saint-Etienne-Mines (Puy-de-Dôme).

AIDE A L'INDUSTRIE ALLEMANDE. — Un crédit d'investissement de 300 millions de D.M. a été accordé par la Commission européenne à la société STEAG pour la construction de centrales électriques de la centrale Berghamken que la STEAG construira en commun avec la Verbrügge Siemenswerke AG (VSW).

Association du transport aérien international

Légère amélioration des résultats financiers en 1977

DANS son rapport de fin d'année publié le 27 décembre 1977, Kurt Hammarfeld, directeur général de l'Association du transport aérien international (IATA), indique que les résultats financiers des compagnies aériennes internationales ont été en 1977 légèrement meilleurs que l'année précédente.

Pour l'IATA, la concurrence en matière de prix et de services a toujours été de règle entre les compagnies aériennes. Toutefois, l'association estime que le transport aérien, dont le chiffre d'affaires annuel est voisin de 50 millions de dollars (250 millions de francs) est tout aussi sensible à un protectionnisme excessif.

Les marges bénéficiaires de la plupart des compagnies demeurent cependant bien inférieures à des marges commerciales normales, précise le rapport annuel.

TARIFS SUR L'ATLANTIQUE NORD. — Les responsabilités des compagnies aériennes régulières opérant sur l'Atlantique nord, réunis à Genève le 9 au 14 janvier, ne sont pas parvenues à un accord sur une nouvelle grille tarifaire applicable sur ce réseau à compter du 1er avril prochain.

Conseil de l'Europe

Arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Irlande-Royaume-Uni

PAR un arrêt prononcé le 18 janvier dans l'affaire introduite par l'Irlande contre le Royaume-Uni, la Cour européenne des droits de l'homme a constaté que l'article 3 de la convention européenne des droits de l'homme a été enfreint en ce qui concerne les allégations de violation en 1971.

La Cour a décidé que diverses autres violations de la convention ont eu lieu.

AIDE A LA RECHERCHE CHARBONNIERE. — La Commission européenne a affecté en 1978 15,7 millions d'unités de compte européennes à la recherche charbonnière en subventionnant vingt-sept projets concernant des techniques minières (9,9 millions) que la valorisation du charbon, par la cokéfaction et l'appionnement, notamment (5,8 millions).

AIDE A LA READAPTATION. — Bruxelles a accordé trois aides à des artisans et 200 000 D.M., de 500 millions de francs belges et de 48,8 millions de francs français, respectivement, en faveur des salariés de la mine de fer d'Eisberg, des mineurs de Rodange-Athus et de salariés des houillères du Nord-Pas-de-Calais, d'Auserps, des ouvriers de la Loire, d'Allemagne, de Belgique et de France versant, à leur côté, des sommes équivalentes.

CONCENTRATION AUTOMISEE entre Röchling-Burckhardt et les aciéries Lech, créées pour maintenir en activité les aciéries productrices d'acier West-Bergerische Elektro-Steinwerke. Celle-ci avait dû déposer son bilan en 1976 du fait de la crise de l'acier et des difficultés financières de son principal actionnaire.

CREDITS D'INVESTISSEMENTS. — Krupp, Moesch et Terni (Italie) ont obtenu de Bruxelles des crédits d'investissements à concurrence, respectivement, de 174, 21 et 23,9 millions d'unités de compte européennes.

BILAN 1977 DE LA SIDERURGIE. — Selon les dernières statistiques européennes, la production d'acier des Neuf n'a pas dépassé 128,4 millions de tonnes en 1977, en recul de 1,5 % sur celle de 1976.

autres organisations politiques techniques et sociales

Associations allégées ne sont pas établies. Elle estime en particulier qu'il n'est pas établi que des dérogations à l'article 5, entrainées par l'application d'une législation spéciale, aient dépassé la stricte mesure des exigences de la situation (art. 15) ou qu'il y ait eu discrimination contraire aux articles 14 et 5 combinés.

FONDS EUROPEEN POUR LA JEUNESSE. — Le comité intergouvernemental du Fonds européen pour la jeunesse du Conseil de l'Europe a décidé le 4 janvier de majorer de 10 % les contributions de tous les Etats membres pour l'exercice 1978.

Organisation des Etats américains

Les Etats-Unis annoncent la révision du décret du 11 novembre sur les importations de sucre

La Commission spéciale de consultation et de négociation (CECON) s'est réunie à Washington le 9 janvier, pour prendre connaissance de la communication du gouvernement des Etats-Unis relative à une éventuelle révision du décret présidentiel du 11 novembre portant application d'une taxe au niveau variable dont le plafond peut atteindre jusqu'à 3,22 cents par kilo.

DRONTS DE L'HOMME. — Le représentant de l'Equateur a déposé le 28 décembre auprès du secrétaire général de l'O.E.A. les instruments de ratification de la convention américaine des droits de l'homme (connue aussi sous le nom de pacte de San-José).

qui fait actuellement l'objet de démarches pressantes de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (O.I.D.H.) auprès des gouvernements des Etats membres — permettant de procéder à l'installation de la Cour interaméricaine de justice, prévue dans ses statuts.

PROCHAINE SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE. — Au cours d'une séance hebdomadaire du conseil permanent, le 10 janvier, l'Uruguay est proposé pour accueillir la prochaine session de l'Assemblée générale, dont la séance d'ouverture est prévue pour le 31 mai. C'est au conseil permanent qu'il appartient de statuer sur cette proposition.

OTAN

L'Italie est invitée à soutenir son effort de défense

Le gouvernement italien a entamé en février 1978 un processus de consultation avec ses alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) au sujet du plan de restructuration des forces armées italiennes. Les incidences des modifications introduites par ce plan ont été évaluées par les autorités militaires de l'OTAN et examinées par le comité des plans de défense de l'Alliance.

En raison des récents contacts dans la région frontalière entre le Kampuchea démocratique et la République socialiste du Vietnam, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a adressé le 6 janvier aux deux gouvernements une communication identique exprimant son souci de voir appliquer les normes humanitaires internationales en faveur des victimes civiles et militaires.

Un accord a été signé le 2 janvier à Maputo par le ministre mozambicain de la santé, le secrétaire à la santé du Front patriotique du Mozambique et le chef de la division médicale du C.I.C.R. pour le mise en œuvre du projet d'aide aux victimes du conflit au Zimbabwe (Rhodésie). Une première tranche de 5 000 dollars doit permettre le démarrage de cette action.

Des délégués du C.I.C.R. ont rejoint à Nouakchott (Mauritanie) dans le cadre des efforts déployés par le C.I.C.R. en faveur des victimes du conflit au Sahara occidental.

Après de courtes vacances, le C.I.C.R. a lancé au mois de janvier un appel portant sur 3,6 millions de francs suisses.

Des hôpitaux « aux pieds nus »



Les "Mobiles" sont des véhicules étudiés pour assurer des interventions médicales et sanitaires hors des installations hospitalières traditionnelles.

Modèles de petite série ou équipés sur demande, ils offrent la possibilité de fournir à des populations isolées des soins ou une surveillance de haute qualité.

Une documentation "Mobiles" est à votre disposition. Nom _____ Etablissement ou organisme _____ Adresse _____ Pays _____ tél. _____

IFFA CREDO BP 109, 69210 St-Germain-sur-l'Arbresle, France tél. (74) 01.13.99, télex 330.424 F

Le Monde Numéros de février LES ÉLECTIONS EN FRANCE LES TRANSPORTS AÉRIENS Le numéro : 3 F Abonnement un an (10 numéros) : 30 F

